

2009

ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS ÉTATS FINANCIERS

Assemblée annuelle à Québec

L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra à 10h, **le mercredi 17 juin 2009** au *Salon Jacques Cartier* du Château Frontenac à **Québec**.

Réunion d'information à Montréal

Une réunion d'information se tiendra à 10h, **le jeudi 18 juin 2009** à la verrière AB de l'hôtel Delta Centre-Ville, 777, rue University, à **Montréal**.

Administrateurs André Lemire*, *Président du conseil*
 André Gaumond
 Claude St-Jacques*
 Mario Jacob*
 Pierre Labbé*

* *Comité de vérification et de rémunération*

Dirigeants **André Gaumond**, *Président et chef de la direction*
 Paul Archer, *Vice-président Exploration*
 Robin Villeneuve, *Chef des services financiers*

Conseillers juridiques : Miller Thomson Pouliot SENCRL / LLP, *avocats*

Vérificateurs : PricewaterhouseCoopers LLP s.r.l./s.e.n.c.r.l., *Québec*

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres
CIBC Mellon, *Montréal*

Siège social 116, rue St-Pierre, bureau 200
 Québec (Québec)
 Canada G1K 4A7

Téléphone : (418) 694-9832

Télécopieur : (418) 694-9120

Courriel : mines@virginia.qc.ca

Site Internet : www.virginia.qc.ca

Inscription en bourse

Bourse de Toronto, symbole : VGQ

Inscrite à Standard & Poor's

SEC Exemption (12g-3b)

SEC 40F

L'intérieur de ce document est imprimé sur du papier recyclé

RAPPORT DE GESTION

POUR L'EXERCICE FINANCIER
TERMINÉ LE 28 FÉVRIER 2009

2009

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés de Mines Virginia inc. (la « Société ») et les notes complémentaires afférentes pour les exercices financiers terminés le 28 février 2009, le 29 février 2008 et le 28 février 2007. Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels pourraient être différents de ce qui est prévu.

NATURE DES ACTIVITÉS

La Société, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de biens miniers. Elle n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

La Société se spécialise dans la recherche de gisements aurifères et de métaux de base dans les territoires peu explorés du Québec. Ses activités se déroulent en grande partie dans la partie centrale du Québec, notamment dans le secteur de la Baie James, qui comprend plusieurs ceintures de roches vertes archéennes considérées comme étant très propices à la présence de gisements économiques d'or et de métaux de base. Cette région se démarque aussi par son accessibilité et par l'existence d'ententes claires régissant l'accès au territoire. La Société est l'une des plus actives en exploration au Québec et elle y possède un vaste portefeuille de propriétés.

ACTIVITÉS D'EXPLORATION

Sommaire des activités

Au cours de l'exercice financier 2009, les dépenses en exploration de la Société se sont élevées à 13,6 millions de dollars, comparativement à des dépenses de 10,2 millions de dollars en 2008. Les projets Coulon, Poste Lemoyne Extension, Corvet Est, Ashuanipi et Anatacau-Wabamisk, tous localisés à la Baie James, ont été les principaux projets d'exploration de la Société pour l'exercice financier 2009.

Le projet Coulon a été de loin le projet le plus actif au cours de cette période. Les dépenses engagées sur ce projet par Breakwater Resources Ltd. (« Breakwater »), excluant les frais de gestion facturés par la Société, se sont élevées à 6,8 millions de dollars tandis que celles de la Société ont atteint 6,9 millions de dollars. Ces montants ont servi à la réalisation d'un important programme d'exploration incluant 102 forages au diamant totalisant 52 557 mètres, des levés géophysiques InfiniTEM au sol et en forage ainsi que des travaux de cartographie géologique et de prospection.

Le 11 décembre 2008, la Société a annoncé la signature d'une entente avec Breakwater, par laquelle la Société acquerrait l'intérêt de 50 % que détenait Breakwater dans la propriété Coulon JV, en contrepartie de l'émission de 1 666 666 actions de la Société en faveur de Breakwater. La Société s'était aussi engagée à sécuriser, lors de la clôture de la transaction, la revente de ces 1 666 666 actions en faveur de tierces parties, à un prix de 2,85 \$ par action (4,75 millions de dollars), le tout conforme aux exigences des autorités compétentes. Selon cette entente, Breakwater ne retient aucun intérêt ou revenu net de fonderie (N.S.R.) dans la propriété. La Société est maintenant la seule et unique propriétaire de ce projet.

La Société a également été très active sur son projet Poste Lemoyne Extension où elle a réalisé, à l'hiver 2008, une nouvelle campagne de 15 sondages totalisant 5 365 mètres. Des travaux de prospection, de cartographie géologique et de décapage mécanique ont aussi été réalisés au cours de l'été et l'automne 2008 sur cette propriété. Les dépenses de la Société sur ce projet se sont élevées à 2,1 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2009.

La Société a continué à explorer activement le projet Corvet Est avec son partenaire Goldcorp Inc. (« Goldcorp ») (anciennement Placer Dome (CLA) Ltd). La propriété Corvet Est est assujettie à une entente en vertu de laquelle Goldcorp pouvait acquérir un intérêt de 50 %, en contrepartie de paiements totalisant 90 000 \$ et des dépenses de 4 millions de dollars en travaux d'exploration sur une période de cinq ans. Au cours du mois d'avril 2008, Goldcorp avait rempli toutes ses obligations en vertu de cette entente et acquerrait donc sa participation de 50 % dans la propriété Corvet Est. Les dépenses engagées par Goldcorp sur ce projet, excluant les frais de gestion facturés par la Société, se sont élevées à 848 000 \$, tandis que celles de la Société ont atteint 424 000 \$ au cours de l'exercice financier 2009. Ces montants ont servi à la réalisation d'un programme de sept forages au diamant totalisant 3 824 mètres au cours de l'hiver 2008, et d'un programme de cartographie géologique et prospection à l'été 2008.

Les projets Ashuanipi et Anatacau-Wabamisk ont aussi été des projets très actifs au cours de l'exercice financier 2009. La Société a réalisé, au cours de l'été 2008, une vaste campagne de reconnaissance géologique et de prospection sur sa propriété Ashuanipi. Ces travaux faisaient suite à un levé géophysique héliporté de type VTEM réalisé au cours du printemps 2008. La Société a engagé des dépenses totalisant 1,2 million de dollars sur le projet Ashuanipi au cours de l'exercice financier 2009.

La Société a aussi complété, au cours du printemps 2008, une courte campagne de six sondages totalisant 910 mètres sur son projet Anatacau-Wabamisk. Ces travaux ont été suivis, à l'été 2008, par une campagne de cartographie géologique, de prospection et d'échantillonnage de till. La Société détient une participation de 100 % dans la partie Wabamisk tandis qu'elle a l'option d'acquérir la participation de 100 % de IAMGOLD dans la partie adjacente Anatacau, en contrepartie d'un paiement de 25 000 \$ versé à la signature de l'entente et de dépenses d'exploration totalisant 3 millions de dollars avant le 31 décembre 2012. Si la Société acquiert une participation de 100 % dans la propriété Anatacau, IAMGOLD retiendra un revenu net de fonderie de 2 % (NSR) dont la moitié (1 %) est rachetable pour la somme de 1,5 million de dollars. Les dépenses de la Société sur le projet Anatacau-Wabamisk se sont élevées à 898 000 \$ au cours de l'exercice financier 2009.

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par M. Paul Archer, ingénieur et vice-président exploration et acquisitions de la Société. M. Archer est une personne qualifiée telle que définie par la Norme canadienne 43-101.

PROPRIÉTÉ COULON

La propriété Coulon est située à 55 kilomètres nord-nord-est de l'aéroport Fontanges, opéré par Hydro-Québec, dans le secteur de Caniapiscau, à environ 700 kilomètres à l'est-nord-est de Matagami, dans la région de la Baie James, province de Québec. La propriété Coulon comprend 3 035 claims couvrant une superficie de 150 738 hectares (environ 1 500 kilomètres carrés). Le campement est centré aux coordonnées UTM (NAD 27, zone 19) 356290 E 6057960 N, à une quinzaine de kilomètres au nord de l'aéroport Fontanges.

Le 11 décembre 2008, la Société a annoncé la signature d'une entente avec Breakwater, par laquelle la Société acquerrait la participation de 50 % que détenait Breakwater dans la propriété Coulon JV, en contrepartie de l'émission de 1 666 666 actions de la Société en faveur de Breakwater. Selon cette entente, Breakwater ne retient aucun intérêt ou revenu net de fonderie (N.S.R.) dans la propriété. La Société est maintenant la seule et unique propriétaire de ce projet.

Le projet Coulon est issu d'un programme de reconnaissance régionale, conduit par la Société à l'été 2003, qui avait mis au jour, au sein des ceintures volcaniques archéennes de Coulon et Pitaval, plusieurs nouveaux indices polymétalliques intéressants. Les travaux subséquents, incluant des levés géophysiques Mag-EM héliportés et au sol ainsi que plusieurs campagnes de forages réalisées de 2004 à 2006, avaient mené à la découverte de cinq lentilles de sulfures massifs volcanogènes très significatives, soit les lentilles 16-17, 9-25, 08, 44 et 43.

Au cours de l'exercice financier 2008, la Société a entrepris un important programme d'exploration incluant un levé géophysique héliporté de type VTEM, des levés géophysiques InfiniTEM au sol et en forage, des travaux de cartographie géologique et de prospection ainsi que 93 forages au diamant totalisant 40 204 mètres. Ce programme de forages a permis d'accroître très significativement les extensions des lentilles 08, 9-25, 43 et 44 latéralement et en profondeur et a mené à la découverte d'une nouvelle lentille minéralisée, la lentille Spirit. Celle-ci a rapporté en forages des valeurs variant de 1,09 % Zn, 0,58 % Cu et 17,5 g/t Ag sur 1 mètre jusqu'à 4,11 % Zn, 2,32 % Cu et 62,08 g/t Ag sur 6,15 mètres. Les travaux d'exploration se sont poursuivis au cours de l'exercice financier 2009, avec d'autres levés géophysiques InfiniTEM au sol et en forage, des travaux de cartographie géologique et de prospection ainsi que 102 forages au diamant totalisant 52 557 mètres. De ce total, 31 trous ont testé les lentilles 08 et 9-25 latéralement et en profondeur, 12 trous ont testé la lentille 43, 14 trous ont vérifié les extensions de la lentille Spirit, quatre trous ont testé la lentille 44 et quatre autres ont testé la lentille 16-17 alors que les 37 autres trous ont vérifié plusieurs cibles géologiques et géophysiques sur la propriété. Le programme de forages mené au cours de l'exercice financier 2009 a permis d'accroître de façon significative les extensions des lentilles 08, 9-25 et Spirit et ont mené à la découverte d'une septième lentille de sulfures massifs, la lentille 201.

Les nouveaux forages testant le secteur des lentilles 9-25 et 08 ont permis de mieux définir la géométrie de ces deux zones minéralisées. Les lentilles 9-25 et 08 sont localisées sur le flanc est d'une structure en forme de canot (synforme) d'orientation générale nord-sud. Les lentilles minéralisées ont un pendage très abrupt et elles sont suivies verticalement jusqu'à une profondeur d'environ 650 à 750 mètres sous la surface, où elles s'infléchissent rapidement pour devenir sub-horizontales à la base de la structure en canot. Les deux lentilles ont donc une géométrie similaire de cuillère allongée verticalement et elles sont coplanaires l'une par rapport à l'autre. La lentille 08 est maintenant tracée sur 400 mètres selon une direction nord-sud, et sa portion sub-horizontale à la base de la structure en canot est suivie sur une distance de 280 mètres selon un axe est-ouest. Cette portion sub-horizontale de la lentille 08 demeure toujours ouverte en profondeur vers le sud-ouest, basé sur le trou CN-08-214 qui a démontré la continuité de la minéralisation dans cette direction avec une intersection titrant 2,13 % Zn, 1,33 % Cu et 24,07 g/t Ag sur 5,45 mètres. La lentille 9-25, située directement à l'est de la lentille 08, a été confirmée sur un peu plus de 300 mètres, selon une direction nord-sud. Sa portion sub-horizontale est

beaucoup moins développée que celle de la lentille 08 et elle est suivie sur une distance de 180 mètres selon un axe est-ouest. Les résultats des forages de l'exercice financier 2009 semblent indiquer que la lentille 9-25 est maintenant entièrement circonscrite.

Les forages testant la lentille Spirit, localisée à huit kilomètres au nord-ouest des lentilles 08 et 9-25, ont permis de prolonger de façon très significative ses extensions. La minéralisation, d'une épaisseur moyenne de quelques mètres, a donné des résultats en forage variant de 0,67 % Zn, 1,32 % Cu et 21,54 g/t Ag sur 1,7 mètre jusqu'à 14,01 % Zn, 1,01 % Cu, 113,09 g/t Ag sur 3,25 mètres. La lentille Spirit est orientée selon une direction générale N315°, avec un pendage faible d'environ 30° vers le nord-est. La minéralisation d'intérêt économique est maintenant confirmée sur une distance latérale d'environ 350 mètres et sur une distance de 300 mètres le long du pendage. Les forages réalisés hors de ce périmètre ont cependant recoupé peu ou pas de minéralisation mais la lentille demeure ouverte en profondeur.

Une nouvelle zone minéralisée, nommée lentille 201, a été découverte par forage à 2,5 kilomètres au sud de la lentille 43. Elle a été testée jusqu'à présent par huit sondages qui ont recoupé des zones d'altération intense et plus localement des zones de sulfures disséminés à massifs de quelques mètres d'épaisseur. Les zones d'altération ont donné des résultats anormaux de l'ordre de 0,25 % Zn, 0,81 % Cu et 11,7 g/t Ag sur 2 mètres. Les intersections de sulfures ont produit des résultats variant de 3,71 % Zn, 1,83 % Cu et 32,83 g/t Ag sur 2,05 mètres jusqu'à 3,71 % Zn, 1,14 % Cu et 21,17 g/t Ag sur 6,6 mètres. La minéralisation d'intérêt est suivie jusqu'à présent sur une distance latérale de 75 mètres et une distance verticale de 70 mètres, jusqu'à une profondeur de 330 mètres. La lentille 201 demeure ouverte en profondeur.

Les forages réalisés dans les secteurs des lentilles 44, 43 et 16-17 n'ont pas permis de tracer de nouvelles extensions significatives de ces lentilles minéralisées. La lentille 44 est localisée à 250 mètres au sud des lentilles 08 et 9-25. Les forages réalisés à l'exercice financier 2009 sur la lentille 44 ont essentiellement intersecté des zones d'altération et n'ont donc pas permis de définir de nouvelles extensions. La lentille 44 est maintenant confirmée latéralement sur une distance de 400 mètres et sur une distance verticale de 500 mètres, et elle semble totalement délimitée. Les résultats ont été comparables pour la lentille 43, située à 1,5 kilomètre au sud-ouest des lentilles 08 et 9-25. La lentille 43 semble maintenant constituée par trois zones minéralisées sub-parallèles, orientées vers le nord-est et plongeant vers le sud-ouest. La lentille 43 demeure ouverte en profondeur selon cette plongée. Les forages testant les extensions de la lentille 16-17 n'ont pas intersecté de minéralisation significative, à l'exception du trou CN-08-170 qui a recoupé une intersection minéralisée digne de mention avec 6,63 % Zn, 0,14 % Cu et 36,9 g/t Ag sur 1,15 mètre à environ 150 mètres verticalement sous la lentille 16-17.

Finalement, les forages réalisés sur les diverses cibles géologiques et géophysiques ainsi que les travaux de prospection et de cartographie de surface n'ont pas mené à d'autres découvertes significatives sur la propriété.

Au cours de l'exercice financier 2009, les dépenses totales engagées par la Société et par Breakwater sur le projet Coulon se sont élevées à plus de 13 millions de dollars. Ces montants ont permis la réalisation d'un important programme de forages au diamant et de levés géophysiques et géologiques. Plusieurs résultats encourageants ont été obtenus notamment dans les lentilles 08, 9-25, Spirit et 201 et plusieurs cibles intéressantes demeurent inexploitées sur la propriété. Malgré cela, principalement en raison de la baisse marquée du prix des métaux de base, la Société ne prévoit aucun programme d'exploration sur le projet au cours de l'exercice financier 2010, mais une compilation et interprétation des résultats des campagnes précédentes ainsi qu'un calcul de ressources selon la Norme canadienne 43-101 sont en voie de réalisation.

PROPRIÉTÉ POSTE LEMOYNE EXTENSION

Le projet Poste Lemoyne Extension est localisé dans la région de la Baie James, province de Québec, à environ 475 kilomètres au nord-est de la ville de Matagami et à 10 kilomètres à l'ouest de la sous-station Poste Lemoyne de Hydro-Québec, le long de la route Trans-Taïga. La propriété comprend 252 claims désignés couvrant 12 878,24 hectares. Les claims sont détenus à 100 % par la Société, mais la portion comprenant 112 claims acquis avant octobre 2005 est assujettie à une redevance de 1 % (N.S.R) au profit de Globestar Mining Corporation. La Société a la possibilité de racheter en tout temps 0,5 % de cette redevance pour la somme de 500 000 \$.

Les travaux de prospection et de levés géophysiques hélicoptés, réalisés dans ce secteur par la Société, ont conduit à la découverte de l'indice aurifère Orfée en juin 1998. Les travaux subséquents réalisés entre l'été 1998 et l'automne 2001 ont inclus de la prospection de base, de la cartographie géologique, du décapage mécanique, des levés géophysiques et une première campagne de sept sondages au diamant totalisant 1 142 mètres. Les travaux de surface ont permis de tracer la minéralisation de la zone Orfée de façon presque continue, sur une distance latérale de plus de 125 mètres. La minéralisation consiste principalement en sulfures (jusqu'à 20 % pyrrhotine-pyrite-arsénopyrite) disséminés et en filonnets au sein d'un corridor de déformation d'épaisseur plurimétrique et d'orientation ESE-ONO, affectant des sédiments siliceux et une formation de fer à oxyde-silicate. L'échantillonnage en rainure de la zone minéralisée a donné des résultats variant de 0,8 g/t Au sur 6 mètres jusqu'à 12,8 g/t Au sur 9 mètres. Les deux forages implantés directement sous l'indice Orfée ont retourné des intersections titrant 2,5 g/t Au sur 2 mètres et 6,14 g/t Au sur 5 mètres.

Ces travaux ont été suivis par deux campagnes de forages échelonnées entre janvier 2002 et mars 2003, qui consistaient en 60 trous totalisant 9 591 mètres. Les sondages ont permis de tester la zone Orfée sur une distance latérale de 400 mètres et jusqu'à une profondeur verticale de 350 mètres. Plusieurs cibles géophysiques et géologiques ont aussi été testées le long du corridor structural hôte de la zone Orfée. À la fin de ces travaux, une modélisation et une première évaluation des ressources de la zone Orfée ont été préparées par une personne qualifiée, indépendante selon les standards établis par l'Institut Canadien des Mines sur la définition des ressources et réserves minérales et selon la norme canadienne 43-101. En utilisant une largeur minimale de trois mètres et une teneur de coupure supérieure de 90 g/t Au, les ressources de la zone Orfée s'établissent à 88 588 tonnes titrant 9,44 g/t Au dans la catégorie mesurée et 114 895 tonnes titrant 18,4 g/t Au dans la catégorie inférée (D'Amours, C. 2003. Modélisation géostatistique et estimation des ressources. Rapport interne, Mines D'Or Virginia.).

Trois autres campagnes additionnelles de forage, comprenant 49 trous totalisant 12 625 mètres, ont été réalisées au cours de la période comprise entre décembre 2003 et avril 2007. Le principal objectif de ces campagnes était de tester, de façon systématique, une zone d'inflexion majeure du corridor structural régional similaire à celle hôte de la zone Orfée et située à 500 mètres à l'est de la zone Orfée. Ces forages ont permis de définir une épaisse structure aurifère développée au sein d'une séquence de basaltes/grès/formation de fer, minéralisée principalement en pyrrhotine. Cette structure, appelée zone Orfée Est, a été suivie latéralement sur 500 mètres et jusqu'à une profondeur verticale de 400 mètres où elle demeure entièrement ouverte. Dans l'ensemble, les forages ont produit de larges intersections très anormales en or variant de 0,5 g/t Au sur 9 mètres jusqu'à 1,02 g/t Au sur 53 mètres. À l'occasion, la zone Orfée Est a retourné des valeurs plus élevées incluant 3,09 g/t Au sur 26 mètres (trou PLE-07-105) et 10,85 g/t Au sur 6,25 mètres (trou PLE-07-95). Cinq trous ont également testé la zone Orfée jusqu'à une profondeur maximale de 460 mètres et ont permis de prolonger la continuité verticale de la zone à haute teneur de 60 mètres additionnels, jusqu'à une profondeur de 310 mètres, avec une intersection titrant 28,73 g/t Au sur 2 mètres (NC). Par contre, les résultats obtenus à des profondeurs verticales de 350 à 460 mètres suggèrent que la zone à haute teneur ne se poursuit pas à ces profondeurs ou que sa plongée a changé de façon très significative. Les programmes de forages incluait aussi des trous testant diverses cibles régionales mais ceux-ci n'ont pas donné de résultats significatifs.

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a poursuivi ses travaux d'exploration de la zone Orfée Est ainsi que sur d'autres cibles sur la propriété Poste Lemoyne Extension. Elle a réalisé, au cours de l'hiver et du printemps 2008, une campagne de 15 sondages totalisant 5 365 mètres. Six des nouveaux sondages (PLE08-115, 116, 117, 118, 121 et 128) ont testé la zone Orfée Est jusqu'à une profondeur verticale de 500 mètres sous la surface, avec des résultats comparables à ceux obtenus par le passé. Plusieurs larges intersections très anormales en or ont été obtenues mais aucune amélioration significative des teneurs n'a été observée par rapport aux résultats des années précédentes. Un autre forage (PLE08-120) a testé la plongée en profondeur de la zone Orfée et a recoupé une intersection sub-économique titrant 2,21 g/t Au sur 3 mètres. Le programme de forages incluait aussi huit trous testant diverses cibles régionales (PLE08-119, 122 à 127, 129). Ces trous ont rapporté dans l'ensemble quelques intersections anormales en or, avec un résultat plus encourageant de 1,09 g/t Au sur 26 mètres (incluant 2,73 g/t Au sur 3 mètres et 2,95 g/t Au sur 3 mètres) dans le trou PLE08-129. Ce dernier visait à faible profondeur une charnière de pli exposée en surface (tranchée C) dans une formation de fer, à environ 1,5 kilomètres à l'est de la zone Orfée Est. Cette nouvelle zone d'intérêt demeure totalement ouverte à l'exploration.

Une campagne de prospection, de décapage mécanique et de cartographie géologique a aussi été réalisée à l'été et l'automne 2008 dans le secteur sud-est de la propriété. Ces travaux ont mené à la découverte en surface d'un nouveau corridor aurifère suivi sur 6 kilomètres, selon une direction est-sud-est. Ce corridor contient plusieurs nouveaux indices aurifères au sein d'une séquence de basaltes amphibolitiques et de wackes comprenant également une intrusion de diorite porphyrique. La minéralisation aurifère est principalement présente dans l'intrusion dioritique et les basaltes amphibolitiques sous forme de sulfures finement disséminés (pyrite-pyrrhotine-arsénopyrite) avec ou sans veinules de quartz centimétriques. Cette minéralisation forme de larges halos anormaux en or, sur des épaisseurs de plusieurs mètres à quelques dizaines de mètres, avec à l'occasion des valeurs plus élevées sur quelques mètres. Dans l'ensemble, l'échantillonnage en rainure des principaux indices aurifères a donné les résultats suivants :

Indice Guylaine :	de 0,29 g/t Au / 2 m jusqu'à 0,36 g/t Au / 20,6 m
Indice Aim :	0,17 g/t Au / 15 m
Indice Sue :	1,02 g/t Au / 4 m
Indice Ilto-1 :	de 0,59 g/t Au / 6 m jusqu'à 1,05 g/t Au sur 17 m, incluant 3,54 g/t Au sur 3 m
Indice Ilto-2 :	de 0,46 g/t Au / 4 m jusqu'à 0,37 g/t Au / 14 m, incluant 3,29 g/t Au / 1m
Indice Tommy :	0,96 g/t Au / 6 m

De plus, les échantillons à main prélevés pour caractériser ces indices minéralisés ont rapporté, à l'occasion, des valeurs entre 12 et 52 g/t Au. Suite à ces résultats encourageants, un programme de coupe de lignes et de levé géophysique (magnétique et polarisation provoquée) a été complété en janvier 2009 sur l'ensemble de ce nouveau secteur d'intérêt.

La Société a engagé sur le projet Poste Lemoyne Extension des dépenses de 2,1 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2009. Les travaux ont principalement mis en évidence un nouveau corridor aurifère au potentiel intéressant dans la

partie sud-est de la propriété. Au cours de l'exercice financier 2010, la Société prévoit allouer au projet un budget de l'ordre de 800 000 \$, qui permettra principalement de réaliser une campagne de cartographie et décapage mécanique sur ce corridor aurifère au cours de l'été 2009, dans le but de définir des cibles pour une éventuelle campagne de forages.

PROPRIÉTÉ CORVET EST

La propriété Corvet Est est située dans la région de la Baie James, province de Québec, à 53 kilomètres au sud de l'aéroport de LG-4. Elle est localisée dans la portion sud-ouest du feuillet S.N.R.C. 33H/05, à l'échelle 1 : 50 000. La propriété est constituée de 655 claims contigus, désignés sur carte, totalisant 33 585,35 hectares. La propriété Corvet Est est assujettie à une entente en vertu de laquelle Goldcorp pouvait acquérir un intérêt de 50 %, en contrepartie de paiements totalisant 90 000 \$ et des dépenses de 4 millions de dollars en travaux d'exploration sur une période de cinq ans. Au cours du mois d'avril 2008, Goldcorp avait rempli toutes ses obligations en vertu de cette entente et acquérait donc sa participation de 50 % dans la propriété Corvet Est.

Les travaux de prospection et de reconnaissance régionale réalisés au cours des étés 2002 et 2003, ainsi que les travaux subséquents de forages réalisés à l'hiver 2004, ont conduit à la découverte par la Société de deux structures aurifères d'intérêt nommées zone Contact et zone Marco. Les travaux subséquents réalisés entre l'hiver 2004 et l'automne 2007 incluaient de la prospection de base, de la cartographie géologique, du décapage mécanique, des levés géophysiques et géochimiques (till et horizon B) ainsi que plusieurs campagnes de forage. Ces travaux ont confirmé le potentiel de la zone Marco, une structure aurifère plurimétrique à décamétrique, comprenant plusieurs zones de sulfures finement disséminés (jusqu'à 10 % arsénopyrite-pyrite-pyrrhotine), associées à des altérations en microcline, tourmaline, grenat, biotite et magnétite au sein de roches volcaniques felsiques. La zone Marco a rapporté une gamme de résultats en forage allant de minces intersections faiblement minéralisées titrant moins de 1 g/t Au sur quelques mètres, jusqu'à des intersections plus minéralisées titrant 5,12 g/t Au sur 13,4 mètres et 10,1 g/t Au sur 5,2 mètres. La zone Marco a produit des valeurs aurifères par forage sur une distance latérale de plus de 1 400 mètres et jusqu'à une profondeur verticale de 450 mètres. Pour sa part, la zone Contact a produit des résultats plutôt irréguliers avec, à l'occasion, quelques intersections minéralisées d'intérêt. Les travaux de surface ont aussi permis de découvrir quelques autres indices minéralisés en or, cuivre et/ou molybdène sur la propriété Corvet Est ainsi que sur la propriété adjacente Lac Eade, maintenant rattachée à la propriété Corvet Est.

Au cours de l'hiver 2008, un nouveau programme de forage, visant principalement la structure aurifère Marco, a été réalisé sur le projet Corvet Est. Sept sondages, totalisant 3 824 mètres, ont testé les extensions de cette structure aurifère sur une distance latérale de 1,6 kilomètre et jusqu'à une profondeur verticale de près de 550 mètres. Les résultats ont été mitigés puisque, dans l'ensemble, les forages ont recoupé plusieurs minces intersections minéralisées qui ont rapporté des valeurs de 0,5 à 2 g/t Au sur des épaisseurs de 1 à 2 mètres. Trois forages testant en profondeur l'extension de la structure Marco ont produit des résultats un peu plus encourageants avec 9,37 g/t Au sur 2 mètres, à une profondeur verticale d'environ 550 mètres (trou CE-08-72), 4,63 g/t Au sur 2 mètres et 3,54 g/t Au sur 3 mètres, à une profondeur verticale de 500 mètres (trou CE-08-71) et 1,07 g/t Au sur 27 mètres, incluant 3,91 g/t Au sur 2 mètres, à une profondeur verticale de 550 mètres (trou CE-08-74).

Une campagne de prospection de base et d'échantillonnage de till a été réalisée dans les secteurs peu connus de la propriété durant l'été 2008. Ces travaux ont mis à jour quelques nouveaux indices minéralisés qui ont donné des valeurs d'or allant de 0,58 g/t Au à 3,70 g/t Au à partir d'échantillon à main. L'échantillonnage de till n'a pas mis en évidence de nouvelles anomalies aurifères significatives.

Au cours de l'exercice financier 2009, Goldcorp et la Société ont dépensé respectivement 848 000 \$ et 424 000 \$ pour réaliser une campagne de forages au diamant et des travaux de prospection de base sur le projet Corvet Est. La campagne de forages visait essentiellement à tester plus en détail, en profondeur, la structure aurifère Marco. Sur la base des résultats qui ont été obtenus, la Société et son partenaire ne planifient pas, à court terme, une nouvelle campagne de forages sur la zone Marco. Cependant, un programme d'exploration de 350 000 \$ est prévu au cours de l'été 2009, dans le but de découvrir de nouvelles structures aurifères d'intérêt dans les secteurs moins explorés de cette vaste propriété.

PROPRIÉTÉ ASHUANIPI

Le projet Ashuanipi est situé dans la région de la Baie James, province de Québec, plus précisément dans la partie sud du réservoir Caniapiscou, à environ 180 kilomètres au nord-ouest de la ville minière de Fermont. Au 28 février 2009, la propriété comportait 1 339 claims couvrant une superficie de 68 202,15 hectares. La Société détient 100 % de cette propriété.

Le projet Ashuanipi est le résultat d'un programme de reconnaissance régionale, réalisé par la Société à l'été 2007, qui avait mis au jour, au sein de ceintures volcaniques archéennes peu explorées, plusieurs nouveaux indices polymétalliques

intéressants. Les échantillons à main prélevés sur ces indices avaient rapporté des valeurs de 0,1 à 2,25 g/t Au, 1,2 à 536 g/t Ag, 0,24 à 2,93 % Cu et 0,20 à 3,26 % Zn.

Suite à ces résultats, la Société a réalisé, au printemps 2008, un vaste levé géophysique hélicopté de type VTEM totalisant 2 198 kilomètres linéaires répartis sur 2 blocs distincts. Les travaux de prospection, cartographie géologique et décapage mécanique, qui ont suivi à l'été 2008, ont mené à la découverte de nouveaux indices minéralisés significatifs. Le plus important d'entre eux, l'indice Eagle, est encaissé par une zone d'altération magnésienne d'épaisseur plurimétrique, développée au sein d'orthogneiss mafiques à felsiques. La minéralisation se présente principalement sous forme de stringers et disséminations de pyrrhotine-pyrite±sphalérite±chalcopyrite±galène sur des épaisseurs de 1 à 3 mètres. La zone Eagle correspond à une série de conducteurs VTEM et peut donc être extrapolée sur une distance latérale de 900 mètres. Au total, 17 rainures ont été effectuées dans les tranchées réalisées dans le secteur de l'indice Eagle. Les résultats obtenus directement sur l'indice Eagle (TR-AH-08-02) sont de 0,36 % Cu, 0,25 g/t Au et 2,70 g/t Ag sur 3 mètres. La tranchée TR-AH-08-06, localisée à 150 mètres au sud-ouest de l'indice Eagle, a retourné des valeurs de 1,30 % Zn et 0,25 g/t Au sur 2 mètres. À 600 mètres au sud-ouest de Eagle, la tranchée TR-AH-08-07 a donné une valeur de 3,78 g/t Au sur 1 mètre. Finalement, deux rainures ont retourné des résultats de 0,24 % Cu, 0,27 % Zn et 0,24 g/t Au sur 2 mètres et 0,73 g/t Au sur 6 mètres sur la tranchée TR-AH-08-09, située à 900 mètres au sud-ouest de Eagle. Les autres rainures réalisées dans le secteur n'ont donné que de faibles résultats. Les échantillons à main prélevés pour caractériser la minéralisation ont donné une gamme de résultats variant de 0,15 % à 3,92 % Cu, 0,27 % à 8,94 % Zn et 0,13 g/t à 4,86 g/t Au.

Ailleurs sur la propriété, quelques échantillons prélevés au cours de la reconnaissance géologique ont produit des résultats intéressants. À quelques kilomètres au sud-ouest de la zone Eagle, deux affleurements d'amphibolites, faiblement minéralisées en pyrrhotine et chalcopyrite, ont donné des valeurs de 6,29 g/t Au et de 3,05 g/t Au, 0,65 % Cu et 9,50 g/t Ag respectivement. Dans la partie centrale de la propriété, trois affleurements minéralisés en pyrite-pyrrhotine-chalcopyrite ont donné des résultats entre 0,97 g/t et 5,95 g/t Au, 0,81 % et 1,03 % Cu, 9 g/t et 13,6 g/t Ag. Finalement, quelques affleurements et blocs erratiques minéralisés ont retourné des valeurs anormales en Cu-Zn-Ag dans la partie nord de la propriété.

La Société a engagé, sur le projet Ashuanipi, des dépenses de 1,2 million de dollars au cours de l'exercice financier 2009. Les travaux réalisés ont permis de mettre à jour une zone minéralisée principale, la zone Eagle, ainsi que plusieurs autres indices minéralisés d'intérêt. Ces zones minéralisées étant principalement anormales en métaux de base (cuivre et zinc), la Société n'a prévu aucun programme d'exploration sur le projet au cours de l'exercice financier 2010, en raison de la baisse marquée du prix de ces métaux et de l'éloignement du projet par rapport aux principales infrastructures à la Baie James. Cette décision pourrait toutefois changer advenant la venue d'un éventuel partenaire sur le projet.

PROPRIÉTÉ ANATACAU-WABAMISK

La propriété Anatacau-Wabamisk est localisée à 30 kilomètres au sud-ouest du Réservoir Opinaca et à environ 290 kilomètres au nord de la ville de Matagami, province de Québec. La propriété se trouve environ à 30 kilomètres à l'est de la Route de la Baie James. La propriété comprend 957 claims désignés couvrant une superficie de 50 404,34 hectares répartis sur deux portions adjacentes : la portion Anatacau, avec 207 claims occupant le sud-est de la propriété, et la portion Wabamisk, avec 750 claims formant la partie principale de la propriété. La Société détient 100 % de la portion Wabamisk tandis que la portion Anatacau est détenue à 100 % par IAMGOLD. En vertu d'une entente intervenue en mai 2007, la Société a l'option d'acquérir une participation de 100 % dans la portion Anatacau, en contrepartie d'un paiement de 25 000 \$ versé à la signature de l'entente et de dépenses d'exploration totalisant 3 millions de dollars avant le 31 décembre 2012. Si la Société acquiert une participation de 100 % dans la portion Anatacau, IAMGOLD retiendra sur cette portion une redevance de production de 2 % (NSR) dont la moitié (1 %) est rachetable pour la somme de 1,5 million de dollars.

En juin 2005, la Société a amorcé une campagne de prospection et cartographie géologique sur la portion Wabamisk ayant pour objectif la découverte de minéralisation aurifère épigénétique similaire à la zone Roberto du projet Éléonore, situé à 65 kilomètres au nord-est. Ces travaux ont mené à la découverte de plusieurs nouveaux indices minéralisés qui ont retourné, dans l'ensemble, des résultats anormaux en or, cuivre et argent principalement. Les échantillons prélevés pour caractériser ces indices ont titré entre 0,2 g/t et 3,40 g/t Au, 0,04 % et 0,71 % Cu et entre 1 g/t et 19,5 g/t Ag. Les quelques rainures faites sur les indices minéralisés ont rapporté de faibles valeurs d'or (moins de 2 g/t Au) sur des épaisseurs de 1 mètre ou moins. Ces travaux ont été suivis en 2006 par une autre campagne de cartographie et échantillonnage et par des levés géophysiques hélicoptés (Mag, EM, Radiométrie) et géochimiques (Horizon B). De nouveaux indices minéralisés ont été découverts dans la portion Wabamisk et ont donné des résultats comparables à ceux obtenus en 2006.

Au cours de l'été 2007, un levé géologique ainsi que de la prospection ont été réalisés par la Société sur l'ensemble de la propriété Anatacau-Wabamisk, conjointement à un levé de till (177 échantillons). Ces travaux ont mené à la découverte, dans des sédiments minéralisés (pyrite, pyrrhotine et traces de chalcopyrite), de l'indice Isabelle qui a donné 6,48 g/t Au sur 3

mètres lors du premier échantillonnage en rainures. Plusieurs autres échantillons, prélevés lors de la reconnaissance sur l'ensemble de la propriété Anatacau-Wabamisk, ont donné des valeurs variant entre 0,1 g/t et 5 g/t Au avec, à l'occasion, des valeurs plus élevées entre 12 g/t et 43,1 g/t Au. Ces résultats ont incité la Société à ouvrir 11 tranchées, en septembre 2007, sur les meilleures cibles aurifères et géologiques. Dans le secteur de l'indice Isabelle, la minéralisation aurifère est difficile à suivre d'une tranchée à l'autre, et les résultats sont très variables. Les résultats en rainures ont oscillé entre de faibles valeurs (1 g/t Au ou moins sur 1 mètre) jusqu'à un maximum de 4,20 g/t Au sur 13,61 mètres, qui inclut un échantillon titrant 42,8 g/t Au sur 1 mètre. L'indice Franto a, lui aussi, produit des résultats intéressants. La minéralisation consiste en 2 à 3 % de pyrite-pyrrhotine disséminée dans un basalte cisailé, et elle a donné un résultat de 4,82 g/t Au sur 4 mètres en rainures. Les autres rainures effectuées sur les extensions latérales de l'indice Franto ont donné des valeurs qui ont varié entre 0,93 g/t Au sur 2 mètres et 4,70 g/t Au sur 2 mètres. Ailleurs sur la propriété, les tranchées réalisées sur les autres cibles ont donné des résultats faiblement anomaux en or. À l'automne 2007, le secteur couvrant les indices Isabelle et Franto a fait l'objet d'une coupe de ligne (117,7 kilomètres) et d'un levé magnétique (117,7 kilomètres), et de polarisation provoquée (104,8 kilomètres).

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a complété une courte campagne de six sondages totalisant 910 mètres, pour tester les indices Isabelle et Franto ainsi que leurs extensions présumées. Un seul des six forages réalisés a rapporté des résultats significatifs, soit le trou WB-08-001, qui a donné une intersection titrant 4,92 g/t Au sur 3 mètres. Ce trou testait, à faible profondeur, l'indice de surface Isabelle qui avait déjà donné 4,20 g/t Au sur 13,61 mètres en rainures. Les cinq autres forages n'ont rapporté aucune valeur intéressante. Un de ces trous, testant une anomalie de polarisation provoquée au nord-est de l'indice Isabelle, n'a pas recoupé la même séquence de roche porteuse de l'indice, de sorte que l'extension de l'indice Isabelle demeure non testée dans cette direction. Les forages faits sur l'indice Franto ont recoupé des minéralisations et altérations similaires à celles observées en surface mais aucune valeur d'or significative n'a été obtenue. Au cours de l'été 2008, des travaux additionnels de prospection et reconnaissance géologique ont été réalisés sur la propriété. Quelques nouveaux indices minéralisés anomaux en or, cuivre et argent ont été localisés.

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a engagé des dépenses de 898 000 \$ sur le projet Anatacau-Wabamisk. Considérant les résultats obtenus à ce jour, le projet Anatacau-Wabamisk mérite définitivement que l'on poursuive les travaux d'exploration et un budget additionnel de près de 1 million de dollars seront consacrés au projet au cours de l'exercice financier 2010. Un important programme de décapage mécanique, échantillonnage de till et prospection est prévu à l'été 2009 afin de tester les extensions possibles des indices Isabelle et Franto, de même que plusieurs anomalies de polarisation provoquée, localisées à proximité d'indices minéralisés. Les nouvelles cibles qui seront générées par les travaux de prospection et par le levé de till nécessiteront, elles aussi, un suivi additionnel sur le terrain.

GÉNÉRATION DE NOUVEAUX PROJETS

La génération continue de nouveaux projets fait partie intégrante de la stratégie adoptée par la Société. Ainsi, depuis plusieurs années, la Société a investi des sommes significatives pour la réalisation de travaux de compilation et de reconnaissance géologique régionale sur des territoires vierges ou peu explorés, ayant pour objectif la découverte de contextes géologiques et/ou d'indices minéralisés prometteurs justifiant l'acquisition de nouvelles propriétés minières et le démarrage de nouveaux projets. Bien qu'ils n'aient aucune garantie de succès, ces programmes de reconnaissance ont néanmoins donné naissance, au fil des ans, à plusieurs projets importants pour la Société, notamment Éléonore, Coulon et Corvet Est. Au cours du récent exercice financier, la Société a investi plus de 500 000 \$ pour des travaux de reconnaissance régionale, et elle prévoit un budget d'ordre comparable pour l'exercice financier 2010. Ces travaux seront principalement axés sur la recherche d'or à la Baie James.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

	Résultats pour les exercices financiers terminés le		
	28 février 2009 \$	29 février 2008 \$	28 février 2007 \$
Frais généraux et d'administration	5 355 000	4 147 000	7 147 000
Autres revenus	997 000	3 907 000	7 365 000
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	(3 608 000)	(386 000)	219 000
Perte nette	(3 608 000)	(386 000)	(419 000)
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action provenant des activités poursuivies	(0,130)	(0,014)	0,009
Perte nette de base et diluée par action	(0,130)	(0,014)	(0,016)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

COMPARAISON ENTRE LES EXERCICES FINANCIERS 2009 ET 2008

La Société a réalisé une perte nette de 3 608 000 \$ pour l'exercice financier 2009, comparativement à 386 000 \$ pour l'exercice financier 2008. Cet écart s'explique principalement par une diminution des autres revenus de 2 910 000 \$ et une augmentation des frais généraux et d'administration de 1 208 000 \$.

Frais généraux et d'administration

Depuis le 1^{er} janvier 2008, le salaire de tous les employés sont versés directement par la Société alors qu'auparavant, ils étaient versés par une société de gestion détenue par un administrateur. Ces dépenses étaient présentées sous la rubrique *Loyer, frais de bureau et autres*. Auparavant, seuls les administrateurs recevaient leur rémunération directement de la Société. Pour une meilleure analyse comparative, les postes *Salaires* et *Loyer, frais de bureau et autres* seront regroupés.

Les salaires et les dépenses de loyer, frais de bureau et autres ont été de 1 633 000 \$ pour l'exercice financier 2009, en comparaison avec 1 328 000 \$ pour l'exercice financier 2008, soit une hausse de 305 000 \$. Cette hausse est principalement due à un versement d'une indemnité de départ à un ancien dirigeant de la Société ainsi qu'à une augmentation générale de la charge de travail administratif et à la formation du personnel contrebalancée par un don de 100 000 \$ au Fonds Restor-Action Nunavik inc. effectué au cours de l'exercice financier 2008.

Les honoraires professionnels et frais de maintien ont augmenté de 136 000 \$ au cours de l'exercice financier 2009 pour s'établir à 501 000 \$. Cette augmentation provient principalement des coûts reliés aux ajustements que la Société a dû faire pour se conformer aux nouvelles normes et réglementations.

Il n'y a eu aucun honoraire de gestion au cours de l'exercice financier 2009. Pour l'exercice financier 2008, les honoraires de gestion ont atteint le maximum annuel de 300 000 \$. Ces honoraires étaient facturés par une société de gestion appartenant à un administrateur de la Société (voir section *Opérations entre parties apparentées*).

La rémunération à base d'actions a été de 972 000 \$ pour l'exercice financier 2009 comparativement à 1 295 000 \$ pour l'exercice financier précédent. Une réduction de valeur calculée lors des évaluations des octrois d'options d'achat d'actions de l'exercice financier 2009 explique cette baisse de rémunération.

Les frais d'exploration généraux ont totalisé 308 000 \$ pour l'exercice financier 2009 en comparaison avec 431 000 \$ pour l'exercice financier précédent. En 2009, la Société a effectué moins de recherche d'exploration et s'est surtout concentrée sur les projets majeurs en cours.

La Société a comme politique d'abandonner les propriétés ou partie des propriétés dans lesquelles le potentiel de découverte de gisement n'est plus significatif. Au cours des exercices financiers 2009 et 2008, la Société a radié plusieurs propriétés minières totalisant respectivement 2 048 000 \$ et 612 000 \$. Cette hausse s'explique principalement par la radiation des propriétés minières Gipouloux (439 000 \$), Laguiche (326 000 \$) et Nichicun (286 000 \$) effectuée au cours de l'exercice financier 2009.

Autres revenus

Au cours de l'exercice financier 2009, les revenus de dividendes et d'intérêts ont totalisé 1 529 000 \$, soit une diminution de 441 000 \$ par rapport à l'exercice financier 2008. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des placements de la Société ainsi que la réduction des taux d'intérêts sur les obligations détenus par la Société.

Les honoraires facturés à des partenaires ont été respectivement de 919 000 \$ et 1 108 000 \$ pour les exercices financiers 2009 et 2008. Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a reçu des honoraires de de Goldcorp sur le projet Corvet Est, de Breakwater sur les projets Coulon JV, Trieste et Lac Gayot, et de SOQUEM sur le projet Génération Grenville. La majorité de ces honoraires proviennent du projet Coulon JV. Pour l'exercice financier 2008, la Société a reçu des honoraires de Goldcorp sur le projet Corvet Est, de Breakwater sur le projet Coulon JV et MacDonald Mines Exploration Ltd. (« MacDonald Mines ») sur le projet LG 3.5.

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a réalisé un gain de 11 000 \$ suite à la vente de la propriété Lac Dufault, comparativement à un gain de 6 360 000 \$, suite à la vente des propriétés Apple et Tantale Erlandson, effectuée au cours de l'exercice financier précédent.

Suite aux baisses importantes qu'ont subies les marchés boursiers au cours de l'exercice financier 2009, la Société a comptabilisé une moins-value autre que temporaire sur les placements disponibles à la vente de 1 348 000 \$ et une perte sur des placements détenus à des fins de transactions de 436 000 \$. Au cours de l'exercice financier 2008, la Société a

comptabilisé une moins-value autre que temporaire sur les placements disponibles à la vente de 2 128 000 \$ et une perte sur des placements détenus à des fins de transactions de 5 476 000 \$. Ces pertes étaient principalement reliées à la dévaluation du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») ainsi qu'à la dévaluation des bons de souscriptions et des actions d'Uranium Star Corporation reçus en échange de la propriété Sagar.

Impôts futurs sur les bénéfices

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a comptabilisé une récupération d'impôts futurs sur les bénéfices de 749 000 \$, comparativement à une charge de 146 000 \$ en 2008. L'écart s'explique principalement par la renonciation en faveur des investisseurs, de la déduction des dépenses d'exploration d'un financement accréditif, effectuée en janvier 2009.

COMPARAISON ENTRE LES EXERCICES FINANCIERS 2008 ET 2007

La Société a réalisé une perte nette de 386 000 \$ pour l'exercice financier 2008, comparativement à un bénéfice net de 219 000 \$ pour l'exercice financier 2007. Cet écart s'explique principalement par une diminution des autres revenus de 3 458 000 \$, contrebalancée par une réduction des frais généraux et d'administration de 2 999 000 \$.

Frais généraux et d'administration

Les salaires et les dépenses de loyer, frais de bureau et autres ont été de 1 328 000 \$ pour l'exercice financier 2008, en comparaison avec 1 216 000 \$ pour l'exercice financier 2007, soit une hausse de 112 000 \$. En excluant les éléments inhabituels de l'exercice financier 2007, soit le boni de transaction de 370 000 \$ remis aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés dans le cadre de la transaction avec Goldcorp, ainsi qu'un crédit de 172 000 \$ du Fonds National de Formation de la Main-d'œuvre, la hausse aurait été de 310 000 \$. Cet écart est dû principalement à un don de 100 000 \$ au Fonds Restor-Action Nunavik inc., à une rémunération de 80 000 \$ versée aux administrateurs de la Société depuis mars 2007, ainsi qu'une augmentation des frais de publicité et expositions.

Les honoraires professionnels et frais de maintien ont augmenté de 47 000 \$ au cours de l'exercice financier 2008. Cette augmentation provient principalement des coûts reliés aux ajustements que la Société a dû faire pour se conformer aux nouvelles normes et réglementations.

Au cours de l'exercice financier 2008, les honoraires de gestion ont atteint le maximum annuel de 300 000 \$ (voir section *Opérations entre parties apparentées*). Pour l'exercice financier 2007, les honoraires de 182 000 \$ s'expliquent par des travaux d'exploration moins élevés.

La rémunération à base d'actions a été de 1 295 000 \$ pour l'exercice financier 2008, soit une diminution de 1 996 000 \$ par rapport à l'exercice financier 2007. Cette variation s'explique principalement par un octroi spécial d'options d'achat d'actions effectué au cours de l'exercice financier 2007, suite à la transaction d'Éléonore avec Goldcorp.

Les frais d'exploration généraux ont été sensiblement les mêmes au cours des exercices financiers 2008 et 2007.

Au cours des exercices financiers 2008 et 2007, la Société a radié plusieurs propriétés minières totalisant respectivement 612 000 \$ et 1 909 000 \$. L'écart s'explique principalement par la radiation de la propriété minière Megatem (944 000 \$) au cours de l'exercice financier 2007.

Autres revenus

Au cours de l'exercice financier 2008, les revenus de dividendes et d'intérêts ont augmenté de 267 000 \$ par rapport à l'exercice financier 2007 suivant l'augmentation des placements de la Société.

Les honoraires facturés à des partenaires ont augmenté de 814 000 \$ pour l'exercice financier 2008 en comparaison avec l'exercice financier 2007. Au cours de l'exercice financier 2008, la Société a reçu des honoraires de Goldcorp sur le projet Corvet Est, de Breakwater sur le projet Coulon JV et Macdonald Mines sur le projet LG 3.5. Pour l'exercice financier 2007, la Société a reçu principalement des honoraires de Breakwater sur le projet Coulon JV et de Goldcorp sur le projet Corvet Est.

Au cours de l'exercice financier 2007, la Société a reçu 3 000 000 actions et 3 000 000 bons de souscription d'Uranium Star Corporation en échange d'une participation de 100 % dans la propriété Sagar. Cette transaction a généré un gain de 4 338 000 \$ présenté à l'état des résultats sous la rubrique *Paiements sur options reçus excédant le coût du bien minier*.

Au cours des exercices financiers 2008 et 2007, les gains à la vente de biens miniers ont totalisé respectivement 6 360 000 \$ et 319 000 \$. L'écart s'explique principalement par un gain important réalisé au cours de l'exercice financier 2008 suite à la vente des propriétés Apple et Tantale Erlandson.

Au cours de l'exercice financier 2008, la Société a comptabilisé une moins-value autre que temporaire sur les placements disponibles à la vente de 2 128 000 \$ et une perte sur des placements détenus à des fins de transactions de 5 476 000 \$. Ces pertes sont principalement reliées à la dévaluation des PCAA ainsi qu'à la dévaluation des bons de souscriptions et des actions d'Uranium Star Corporation reçus en échange de la propriété Sagar. Pour l'exercice financier 2007, une provision pour moins-value autre que temporaire des placements temporaires de 299 000 \$ a été comptabilisée afin de ramener certains placements au moindre du coût et de la valeur du marché.

AUTRES INFORMATIONS

	Bilans au		
	28 février 2009 \$	29 février 2008 \$	28 février 2007 \$
Fonds de roulement	38 466 000	48 105 000	46 433 000
Placements à long terme	1 212 000	1 444 000	–
Biens miniers	27 074 000	14 897 000	9 739 000
Actif total	68 087 000	68 476 000	59 407 000
Capitaux propres	66 875 000	64 580 000	56 185 000

Depuis sa constitution, la Société n'a jamais déclaré de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration et dépendra de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient payés dans un futur proche.

LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Au 28 février 2009, la trésorerie et équivalents s'élevaient à 7 633 000 \$, comparativement à 8 665 000 \$ au 29 février 2008. De l'avis de la direction, le fonds de roulement au 28 février 2009 permettra de couvrir les dépenses courantes et les frais d'exploration pour les prochaines années. Il n'est cependant pas exclu que la Société procède à des financements, de temps à autre, afin de financer l'exploration ou l'acquisition d'importants projets miniers lorsque les conditions du marché boursier et de financement y seront favorables. Le 5 juin 2008, la Société a complété un placement privé de 4 500 000 \$ dont le produit a servi principalement à l'exploration du projet Coulon.

COMPARAISON ENTRE LES EXERCICES FINANCIERS 2009 ET 2008

Activités d'exploitation

Pour l'exercice financier 2009, les flux de trésorerie affectés à des activités d'exploitation se sont élevés à 519 000 \$ comparativement à 107 000 \$ pour l'exercice financier 2008. Cet écart s'explique principalement par une diminution dans les revenus de dividendes et intérêts ainsi que dans les honoraires facturés à des partenaires au cours de l'exercice financier 2009.

Activités de financement

Les flux générés par les activités de financement ont été de 4 289 000 \$ pour l'exercice financier 2009 et de 3 177 000 \$ pour l'exercice financier 2008. Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a effectué une émission d'actions accréditives dans le cadre d'un placement privé de 4 500 000 \$. Pour l'exercice financier 2008, Goldcorp a exercé les bons de souscription qui lui ont été octroyés en vertu d'un placement privé conclu avec la Société.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a utilisé 4 803 000 \$ de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comparativement à 545 000 \$ pour l'exercice financier 2008. Les activités d'investissement de la Société incluent principalement l'acquisition de biens miniers, la capitalisation de travaux d'exploration, la variation des crédits d'impôts à l'exploration portés en diminution des biens miniers ainsi que l'achat et la vente de placements temporaires.

Pour l'exercice financier 2009, l'acquisition de biens miniers et la capitalisation de travaux d'exploration ont requis des débours de 14 843 000 \$, comparativement à 9 618 000 \$ pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est expliquée principalement par des travaux d'exploration plus importants, effectués sur le projet Coulon.

La variation des crédits d'impôts à l'exploration portés en diminution des biens miniers a été de 5 181 000 \$ pour l'exercice financier 2009, comparativement à 6 973 000 \$ pour l'exercice financier 2008. Cette baisse s'explique principalement par la

renonciation de la déduction des dépenses d'exploration reliées au financement accreditif de 4 500 000 \$, effectué au cours de l'exercice financier 2009.

Les dispositions de placements temporaires ont généré des liquidités de 4 918 000 \$ au cours de l'exercice financier 2009, comparativement à 5 695 000 \$ pour l'exercice financier 2008.

Suite aux problèmes de liquidités des PCAA survenus au mois d'août 2007, la Société a reclassé, au cours de l'exercice financier 2008, un montant de 3 899 000 \$ de la trésorerie et équivalents aux placements à long terme.

COMPARAISON ENTRE LES EXERCICES FINANCIERS 2008 ET 2007

Activités d'exploitation

Pour l'exercice financier 2008, les flux de trésorerie affectés des activités d'exploitation se sont élevés à 107 000 \$, une réduction de 3 445 000 \$ comparativement à l'exercice financier 2007. Cette baisse s'explique principalement par la variation des comptes créditeurs et charges reliés aux avances reçues de partenaires.

Activités de financement

Les flux générés par les activités de financement ont été de 3 177 000 \$ pour l'exercice financier 2008 et de 6 150 000 \$ pour l'exercice financier 2007. L'écart s'explique principalement par l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé effectué au cours de l'exercice financier 2007.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice financier 2008, la Société a utilisé 545 000 \$ de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comparativement à 11 530 000 \$ pour l'exercice financier 2007.

Pour l'exercice financier 2008, l'acquisition de biens miniers et la capitalisation de travaux d'exploration ont requis des débours de 9 618 000 \$, comparativement à 4 291 000 \$ pour l'exercice financier 2007. Cette augmentation est expliquée principalement par des travaux d'exploration plus importants, reliés au projet Coulon.

La variation des crédits d'impôts à l'exploration portés en diminution des biens miniers a été de 6 973 000 \$ pour l'exercice financier 2008, comparativement à 652 000 \$ pour l'exercice financier 2007. Cet écart est causé principalement par l'augmentation importante des dépenses d'exploration effectuées au cours de l'exercice financier 2008.

Les dispositions de placements temporaires ont généré des liquidités de 5 695 000 \$ au cours de l'exercice financier 2008, comparativement à des acquisitions de 7 992 000 \$ pour l'exercice financier 2007.

PLACEMENTS DANS LES PAPIERS COMMERCIAUX ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au mois d'août 2007, le marché canadien du PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction importante sur des titres détenus par la Société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal (l'« accord »), d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs (le « Comité ») a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Un rapport sur la restructuration du PCAA de J.P. Morgan, daté du 14 mars 2008, et un Plan de restructuration proposé aux porteurs de billets, daté du 20 mars 2008, ont été publiés. Le Plan a été approuvé par les porteurs de billets le 25 avril 2008 et, le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice de l'Ontario l'a homologué.

Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada.

Le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi en appel présenté par certains détenteurs de PCAA.

Le 11 décembre 2008, le Comité a annoncé qu'une entente de principe était intervenue entre divers participants clés à la restructuration du PCAA. Cette entente apporterait plusieurs améliorations d'importance au plan de restructuration.

Le 24 décembre 2008, le Comité a confirmé qu'une entente sur l'obtention d'une facilité de garantie supplémentaire a été conclue avec toutes les parties clés, incluant les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta.

Le 21 janvier 2009, le Comité a annoncé que le plan sur la restructuration du PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La Société détenait, à cette date, du PCAA non commandité par les banques d'un montant en capital de 3 800 000 \$.

À la date de mise en œuvre du plan, la Société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans du PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la Société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponible à cette date.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la Société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction, qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéance. Le taux d'escompte moyen utilisé est de 15,70 %, avec une durée moyenne estimée de 7,49 années, et le taux du coupon moyen estimé est de 1,75 %.

Au 21 janvier 2009, la juste valeur du PCAA détenu par la Société a été estimée à 1 275 000 \$. Suite à cette évaluation, la Société a constaté, à cette date, une perte non réalisée de ses placements dans du PCAA de 169 000 \$ (2 455 000 \$ pour l'exercice financier terminé le 29 février 2008), présentée dans ses états financiers, sous la rubrique *Pertes sur placements détenus à des fins de transaction*. La Société a également tenu compte d'un premier paiement de 148 000 \$, reçu le 21 janvier 2009, qui comprend sa part estimative des intérêts courus de PCAA d'août 2007 au 31 août 2008, net des coûts de restructuration associés à la mise en œuvre du plan. Ce montant a réduit la perte non réalisée des placements dans du PCAA.

Toujours le 21 janvier 2009, les PCAA que la Société détenait à cette date ont été substitués contre de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux billets s'élève maintenant à 3 768 000 \$ et se détaille comme suit :

VAC 2

Billets synthétiques Catégorie A-1	792 000 \$
Billets synthétiques Catégorie A-2	499 000
Billets synthétiques Catégorie B	90 000
Billets synthétiques Catégorie C	43 000
	<hr/>
	1 424 000 \$

VAC 3

Billets reflet - actifs traditionnels (AT)	361 000 \$
Billets reflet - actifs inadmissibles (AI)	1 983 000
	<hr/>
	2 344 000 \$

Ces nouveaux billets ont été classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Le 28 février 2009, la Société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux billets. Lors de cette évaluation, la Société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Le taux d'escompte moyen utilisé est de 16,59 %, avec une durée moyenne estimée de 7,39 années, et le taux du coupon moyen estimé est de 2,17 %. À la suite de cette nouvelle évaluation, la Société a constaté une perte non réalisée de ses nouveaux billets de 63 000 \$, présentée sous la rubrique *Pertes sur placements désignés comme étant détenus à des fins de transaction*.

Une augmentation de 1 % du taux d'actualisation estimé entraînerait une diminution de la juste valeur estimative des nouveaux billets détenus par la société d'environ 74 000 \$.

En l'absence de l'existence de marché actif, la juste valeur des nouveaux billets est déterminée au moyen d'une approche fondée sur des pondérations et des hypothèses énoncées, et que cette juste valeur s'appuie sur l'évaluation par la Société des conditions du marché au 28 février 2009, la juste valeur inscrite pourrait varier de façon importante dans les périodes subséquentes mais la Société est d'avis que ces écarts n'auront pas d'incidence importante sur sa situation financière.

DONNÉES TRIMESTRIELLES

L'information présentée ci-après détaille le total des frais généraux et d'administration, les autres revenus (dépenses) et le bénéfice net (la perte nette) et le bénéfice net (la perte nette) par action participante, provenant des activités poursuivies pour les huit derniers trimestres.

Trimestre terminé le	Frais généraux et d'administration	Autres revenus (dépenses)	Bénéfice net (perte nette)	Bénéfice net (perte nette) par action	
				de base	dilué(e)
	\$	\$	\$		
2009-02-28	1 465 000	(1 000)	(330 000)	(0,011)	(0,011)
2008-11-30	1 939 000	(14 000)	(2 178 000)	(0,079)	(0,079)
2008-08-31	1 154 000	(147 000)	(1 291 000)	(0,047)	(0,047)
2008-05-31	797 000	1 159 000	191 000	0,007	0,007
2008-02-29	1 701 000	277 000	(1 971 000)	(0,074)	(0,074)
2007-11-30	670 000	588 000	733 000	0,028	0,027
2007-08-31	991 000	3 203 000	2 031 000	0,077	0,076
2007-05-31	785 000	(161 000)	(1 179 000)	(0,045)	(0,045)

Analyse des résultats trimestriels

La Société étant dans le domaine de l'exploration minière, elle n'a pas de revenus d'exploitation. Les variations trimestrielles des autres revenus n'ont pas de tendance définie si ce n'est les revenus d'intérêts et de dividendes qui suivent la valeur du fonds de roulement et de l'évolution des taux d'intérêt sur les marchés obligataires. Les gains à la vente de placements ou de biens miniers peuvent varier énormément d'un trimestre à l'autre n'ayant aucun lien entre eux. Les honoraires facturés à des partenaires varient selon les ententes et les budgets d'exploration reliée à ces ententes. Il n'y a pas de tendances à observer là aussi.

Quatrième trimestre

La Société a réalisé une perte nette de 330 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier courant, comparativement à une perte nette de 1 971 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Au cours du quatrième trimestre 2009, les frais généraux et d'administration ont diminué de 236 000 \$, comparativement au trimestre comparatif précédent. Cette diminution s'explique par une baisse de la rémunération à base d'actions. En ce qui concerne les autres revenus (dépenses), la baisse de 278 000 \$ est causée principalement par une diminution des revenus de dividendes et d'intérêts ainsi qu'une diminution dans les honoraires facturés à des partenaires. Lors du dernier trimestre de l'exercice financier 2009, la Société a renoncé aux dépenses d'exploration concernant le financement accreditif de 4 500 000 \$, effectué en juin 2008.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 175 000 \$, une diminution de 486 000 \$ par rapport au quatrième trimestre 2008. L'écart s'explique principalement par la variation des comptes créditeurs et charges.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement n'ont pas varié de façon significative.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant présente les engagements contractuels de la Société au 28 février 2009 :

	Engagements Totaux \$	Total des engagements par période			
		Moins de 1 an \$	1 à 3 ans \$	4 à 5 ans \$	Après 5 ans \$
Bail de location pour les bureaux administratifs	438 000	99 000	298 000	41 000	—
Total	438 000	99 000	298 000	41 000	—

ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

La Société a effectué les opérations suivantes avec des sociétés détenues par des administrateurs :

	Exercices financiers terminés le		
	28 février 2009 \$	29 février 2008 \$	28 février 2007 \$
Dépenses capitalisées dans des biens miniers	–	818 000	362 000
Honoraires de gestion	–	300 000	182 000
Loyer, frais de bureau et autres	257 000	706 000	1 126 000
Frais d'exploration généraux	–	202 000	156 000
	257 000	2 026 000	1 826 000

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, tous les employés qui travaillaient exclusivement pour la Société ont été transférés sur la liste de paie de la Société. Auparavant, comme la Société n'avait aucun employé, tous les services étaient fournis à partir de compagnies de gestion détenues par des administrateurs.

Pour l'exercice financier 2008, les dépenses capitalisées dans des biens miniers et les frais d'exploration généraux étaient composées des salaires d'employés reliés à l'exploration ainsi que de leurs comptes de dépenses. Les honoraires de gestion de l'exercice financier 2008 étaient des frais administratifs qui étaient basés sur les frais d'exploration encourus par la Société.

Le loyer représente la location des bureaux. Les frais de bureaux sont composés de toutes les dépenses administratives de la Société reliées aux employés offrant des services à la Société.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Signature d'une convention de crédit en relation avec les PCAA

Le 16 mars 2009, la Société a signé une convention de crédit avec son institution financière (la « Banque »), qui met à la disposition de la Société un crédit rotatif d'un montant maximal de 1 488 000 \$ qui correspond à 75 % de la valeur nominale des billets replet VAC 3 - actifs inadmissibles (« Billets restructurés AI »), reçus en échange du PCAA adossé à des actifs inadmissibles. En retour, la Société a consenti une hypothèque et une sûreté de premier rang sur les Billets restructurés AI qui sont détenus dans un compte de titres assujettis aux sûretés de la Banque et maintenu à cette seule fin auprès d'une société de fiducie. Le terme initial de la convention de crédit est de deux ans à compter du 23 février 2009.

En vertu de la convention de crédit, la Société aura l'option, à compter du 23 février 2011, de céder à la Banque la propriété des Billets restructurés AI en règlement du principal alors dû sur la marge de crédit rotatif pour un montant maximal de 1 488 000 \$, peu importe la valeur marchande des Billets restructurés AI à la date de l'exercice de l'option.

La direction de la Société estimera la juste valeur de cette option en utilisant un modèle d'établissement de prix d'options (Black & Scholes) avec des données observables dans la mesure du possible.

Au 16 mars 2009, la juste valeur de cette option a été estimée à 1 284 000 \$.

Cet actif financier sera classé comme étant détenu à des fins de transaction dans les états financiers de la Société.

Signature d'une entente avec MacDonald Mines

Le 6 mai 2009, la Société a signé une entente avec MacDonald Mines sur la propriété Assinica. En vertu de cette entente, MacDonald Mines a l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Assinica, en contrepartie de paiements totalisant 130 000 \$ et de dépenses d'exploration totalisant 2 500 000 \$ au cours des quatre prochaines années. La Société sera l'opérateur.

VALEUR COMPTABLE DES BIENS MINIERES

À la fin de chaque trimestre, une analyse des travaux est faite afin d'évaluer le potentiel futur de chacune des propriétés. Suite à cette analyse, des radiations sont faites, s'il y a lieu.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. La note 20 des états financiers décrit les écarts de mesure significatifs entre les PCGR du Canada et des États-Unis, tels qu'ils s'appliquent à la Société. Les principales conventions comptables, qui ont été appliquées de façon uniforme, sont résumées comme suit.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des exercices financiers. Les estimations importantes comprennent l'évaluation des crédits de droits remboursable pour perte et des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources, les actifs et passifs d'impôts futurs, la possibilité de récupération des placements temporaires et des biens miniers, l'évaluation des placements à long terme, la juste valeur des options octroyées, ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme hautement liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont constitués principalement d'obligations, de parts de fiducie, de débentures convertibles et de placements dans des sociétés ouvertes qui ne s'inscrivent pas dans la définition de la trésorerie et équivalents.

Conformément aux exigences du chapitre 3855 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, adoptées par la Société le 1^{er} mars 2007, les placements temporaires sont classés à titre de placements disponibles à la vente pour les obligations, les parts de fiducie et les placements en actions dans les sociétés ouvertes. Les débentures convertibles et les bons de souscription détenus par la Société sont classés à titre de placements détenus à des fins de transaction.

Avant le 1^{er} mars 2007, les placements temporaires étaient comptabilisés au moindre du coût amorti et de la valeur du marché.

Instruments financiers

Les normes exigent que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, soient initialement comptabilisés à leur juste valeur. Subséquemment à la constatation initiale, l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers dépend de leur classement : détenu à des fins de transaction, disponibles à la vente, prêts et créances ou passifs détenus à des fins autres que de transaction.

- **Détenus à des fins de transaction** – Les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, et les gains, les pertes et les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état des résultats au cours de la période où ils surviennent. Le chapitre 3855 permet à une entité de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction à la constatation initiale ou à l'adoption de la nouvelle norme comptable si des justes valeurs fiables sont disponibles, même si cet instrument ne respecte pas autrement la définition de titre détenu à des fins de transaction. Les coûts de transaction sont comptabilisés immédiatement au résultat net.
- **Disponibles à la vente** – Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés sont constatés directement dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les pertes pour dépréciation autres que temporaires qui sont comptabilisées dans l'état des résultats. Au moment de la décomptabilisation de l'actif financier, les gains ou pertes cumulés, auparavant comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, sont reclassés dans l'état des résultats. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument financier.

Les titres disponibles à la vente font l'objet d'un examen régulier visant à déterminer s'ils ont subi une perte autre que temporaire. Aux fins de l'évaluation de la baisse de valeurs, la Société tient compte de plusieurs faits propres à chaque placement et de l'ensemble des facteurs qui comprennent, sans s'y limiter, une baisse importante ou

prolongée de la juste valeur, des difficultés financières importantes de l'émetteur, un manquement au contrat, la possibilité croissante de faillite ou de restructuration de l'émetteur et la disparition d'un marché actif pour cet actif financier.

- **Prêts et créances** – Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui correspond à la valeur nominale compte tenu de leurs courtes échéances.
- **Passifs détenus à des fins autres que de transaction** – Les passifs financiers classés comme détenus à des fins autres que de transaction sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui correspond à la valeur nominale en raison de leurs courtes échéances.

Ajustement transitoire

Le 1^{er} mars 2007, la Société a comptabilisé dans le bilan tous ses actifs financiers en fonction de leur classement. Tout ajustement apporté à la valeur comptable antérieure des bons de souscription et des débentures convertibles a été comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture du déficit, et tout ajustement apporté à la valeur comptable antérieure des obligations, parts de fiducie et actions a été comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts. Le tableau suivant présente l'incidence de l'adoption des nouvelles normes sur le bilan.

	Au 28 février 2007 \$	Ajustement à l'adoption des nouvelles normes \$	Au 1 ^{er} mars 2007 \$
Actif			
Placements temporaires	34 496 000	4 998 000	39 494 000
Capitaux propres			
Déficit	(41 445 000)	2 192 000	(39 253 000)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	-	2 806 000 ⁽¹⁾	2 806 000
Incidence sur les capitaux propres	(41 445 000)	4 998 000	(36 447 000)

⁽¹⁾ Ce montant est net des impôts sur le revenu de 600 000 \$ inscrits au déficit.

Biens miniers

La Société inscrit au coût ses participations dans les biens miniers et les aires d'intérêt géologique, moins les paiements sur option reçus et autres recouvrements. Les frais d'exploration liés aux participations et aux projets sont capitalisés sur la base de blocs de claims spécifiques ou d'aires d'intérêt géologique jusqu'à ce que les biens miniers soient mis en production, vendus ou abandonnés. La direction revoit régulièrement la valeur comptable des biens miniers aux fins de dévaluation. Ces coûts seront amortis sur la durée d'exploitation des biens miniers après le début de la production ou radiés si les biens miniers sont vendus ou si les projets sont abandonnés. Les frais d'exploration généraux non liés à des biens miniers spécifiques sont imputés aux résultats dès qu'ils sont engagés.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels la Société détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Crédit de droits remboursable pour perte et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

La Société a droit à un crédit de droits remboursable pour perte en vertu de la *Loi concernant les droits sur les mines*. Ce crédit de droits remboursable sur les frais liés aux activités minières engagés au Québec au taux de 12 % est comptabilisé en diminution des frais engagés.

De plus, la Société a droit au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour les entreprises du secteur minier à l'égard des frais d'exploration admissibles engagés. Le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pourra atteindre 38,75 %. Ce crédit d'impôt est comptabilisé en réduction des frais engagés.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société suit les recommandations de l'ICCA pour la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. Selon ces recommandations, la juste valeur des obligations liées à la mise hors service est enregistrée à titre de passif sur une base actualisée à l'aide d'un taux sans risque au moment où les coûts sont engagés. Les

soldes des actifs affectés sont augmentés de la valeur de ces obligations. Les obligations sont désactualisées et les coûts initiaux capitalisés sont amortis sur la durée de vie des actifs affectés par cette obligation. Au 28 février 2009, la Société n'a aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.

Capital social

Les actions émises conformément aux financements accréditifs et pour l'acquisition de propriétés minières sont inscrites à la juste valeur marchande. Lors de l'acquisition de biens miniers, la valeur comptable peut dépasser la valeur fiscale puisque la Société renonce aux déductions en faveur des investisseurs concernés. Les impôts futurs, découlant de l'écart entre la valeur comptable et fiscale, sont comptabilisés à titre de frais d'émission d'actions.

Les frais d'émission d'actions et les impôts futurs, découlant de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des frais d'exploration, sont présentés en diminution du capital social.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices en utilisant la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur devant s'appliquer dans l'exercice financier au cours duquel les écarts doivent se résorber.

La Société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

Actions accréditives

La Société finance, lorsqu'elle le juge opportun, certains de ses travaux d'exploration par l'entremise d'une émission d'actions accréditives. La déduction des dépenses d'exploration est renoncée au bénéfice des investisseurs, en accord avec les lois fiscales sur le revenu. La Société constatera le passif d'impôts futurs et réduira le capital social lorsque les dépenses seront renoncées auprès des autorités fiscales.

Régime de rémunération à base d'actions

La Société a établi un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 10a des états financiers. Toute contrepartie reçue des participants au régime lors de l'exercice d'options est créditée au capital social. La Société comptabilise une charge de rémunération pour toutes formes de rémunérations à base d'actions consenties aux salariés et aux non-salariés, incluant les options d'achat d'actions, au moyen d'une méthode fondée sur la juste valeur.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Chapitre 1400, Normes générales de présentation des états financiers

Le 1^{er} mars 2008, la Société a adopté le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*. Ce chapitre a été amendé pour y inclure les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation (hypothèse de la continuité d'exploitation). L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun effet sur les états financiers de la Société.

Chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} mars 2008, la Société a adopté le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*. Ce chapitre établit les directives concernant la présentation d'informations sur le capital d'une entité, ce qui permettra aux utilisateurs des états financiers de cette entité d'évaluer ses objectifs, ses politiques et ses procédés de gestion du capital, y compris les informations à fournir sur toutes les exigences en matière de capital auxquelles l'entité est assujettie ainsi que les conséquences qu'entraîne une situation de non-conformité à ces exigences. Les informations devant être fournies aux termes de ce chapitre sont présentées à la note 16 des états financiers.

Chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863, Instruments financiers – présentation

Le 1^{er} mars 2008, la Société a adopté le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, lesquels remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces nouveaux chapitres requièrent la présentation de renseignements supplémentaires concernant les catégories d'actifs et de passifs financiers ainsi qu'une analyse détaillée des risques liés aux instruments financiers de l'entité

ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Les exigences liées à la présentation restent les mêmes. Les informations devant être fournies aux termes de ces chapitres sont présentées à la note 6 des états financiers.

Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a approuvé certaines modifications au chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et au chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, du Manuel de l'ICCA. Ces modifications portent sur la possibilité de reclasser, dans de rares cas, des actifs financiers hors de la catégorie détenus à des fins de transactions. La Société n'a pas reclassé d'instruments financiers à cet égard.

CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui apporte une précision au chapitre 3855, *Instruments financiers - comptabilisation et évaluation*, quant à la détermination de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers. Ce CPN précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cette recommandation est applicable rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant à la date de parution de l'abrégé, soit le 20 janvier 2009 ou après. L'application de ce CPN n'a eu aucun effet sur les états financiers de la Société.

CPN-174, Frais d'exploration minière

Le 27 mars 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié le CPN-174, *Frais d'exploration minière*, afin de fournir des indications supplémentaires à l'intention des entreprises d'exploitation minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN devrait être appliqué aux états financiers publiés après le 27 mars 2009. L'application de ce CPN n'a eu aucun effet sur les états financiers de la Société.

INCIDENCES DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR

Normes comptables internationales (« IFRS »)

En 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens du Conseil des normes comptables. Ce plan fournit un aperçu des décisions cruciales que devra prendre l'ICCA afin d'harmoniser les normes des PCGR du Canada et les IFRS lors de la mise en œuvre du plan stratégique. Bien que les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR canadiens, des divergences importantes en matière de politiques comptables devront être résolues. L'ICCA a confirmé que la transition des PCGR canadiens aux IFRS s'effectuera le 1^{er} janvier 2011 pour les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes.

Une analyse des différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Société est en cours. Cette analyse est effectuée en considérant les impacts potentiels, entre autres, sur les conventions comptables et la communication de l'information financière. La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale. Au 14 mai 2009, 29 201 776 actions étaient en circulation.

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre d'options d'achat d'actions octroyées ne peut, en aucun temps, excéder 10 % du nombre d'actions en circulation. Au 14 mai 2009, 1 684 500 options d'achat d'actions étaient en circulation. Leur date d'expiration varie du 6 avril 2011 au 15 janvier 2019.

De plus, toujours au 14 mai 2009, 25 000 bons de souscription étaient en circulation et leur date d'expiration est le 5 décembre 2009.

FACTEURS DE RISQUE ET INCERTITUDES RELIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

De par ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers comme le risque de crédit, le risque de liquidités et le risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit lié aux placements temporaires provient principalement d'une éventuelle incapacité de l'émetteur de titres à respecter ses engagements. La Société minimise son exposition au risque lié à l'émetteur en n'investissant que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Elle s'assure également d'avoir une bonne diversification de ses placements. De plus, la Société tente de minimiser son risque en ne concluant des contrats qu'avec des banques canadiennes et leurs filiales. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par la politique de placement de la Société. La Société réexamine sa politique de façon régulière.

Le risque de crédit lié aux autres sommes à recevoir provient principalement d'une éventuelle incapacité des partenaires à assumer leurs créances. Ces sommes proviennent de travaux d'exploration engagés sur des projets que la Société a en partenariat avec d'autres sociétés minières. La Société est d'avis que le risque de crédit lié aux sommes à recevoir de partenaires est minimal, parce que la Société a signé des ententes avec des sociétés minières majeures.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'approche de la Société, dans la gestion des liquidités, est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour rencontrer ses obligations quand celles-ci seront dues. Au 28 février 2009, la Société avait un solde de 7 633 000 \$ (8 665 000 \$ au 29 février 2008) en liquidités pour régler ses obligations courantes de 1 212 000 \$ (3 895 000 \$ au 29 février 2008). Toutes les obligations financières de la Société ont des modalités de paiement de moins de 30 jours et sont sujettes à des conditions d'échéance normales.

Risque du marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de taux de change et d'autres risques de prix comme le risque lié aux marchés boursiers.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêts du marché. La politique actuelle de la Société consiste à investir l'excès de trésorerie principalement dans des obligations et des débetures convertibles remboursables avant échéance et/ou dans des comptes portant intérêt auprès de banques canadiennes et leurs filiales.

Aux 28 février 2009 et 29 février 2008, l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents	Taux d'intérêt variable
Placements temporaires	Taux d'intérêt fixes variant de 1,38 % à 8,50 %
Autres sommes à recevoir	Sans intérêt
Placements à long terme	Tel que décrit à la note 5 des états financiers
Comptes créditeurs et charges	Sans intérêt

Pour l'exercice financier terminé le 28 février 2009, la sensibilité au changement de taux de ± 1 % aux soldes bancaires aurait eu un impact approximatif de 76 000 \$ après impôts sur l'état des résultats.

Les variations de la juste valeur des obligations disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. En ce qui concerne les obligations disponibles à la vente de la Société, une variation de ± 1 % des taux d'intérêt, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif de 152 000 \$ après impôts sur les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux de change

La devise courante utilisée par la Société est le dollar canadien et la majorité des achats sont effectués en dollars canadiens. La Société détient des sommes en devises étrangères dans un compte de banque d'une banque canadienne à charte au 28 février 2009, mais le risque est minimisé car le solde de ce compte n'est pas significatif pour la Société. Il en résulte une faible exposition au risque de taux de change.

Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers est le risque que la juste valeur d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des marchés boursiers.

Les variations de la juste valeur des parts de fiducie et des actions disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. En ce qui concerne les parts de fiducie et les actions disponibles à la vente de la Société, une variation de $\pm 10\%$ du cours des marchés, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif de 350 000 \$ après impôts sur les autres éléments du résultat étendu.

Les variations de la juste valeur des bons de souscriptions et des débetures convertibles détenus à des fins de transactions sont comptabilisées à l'état des résultats. Pour ce qui est des bons de souscriptions, il n'y a pas vraiment de risque important pour la Société étant donné que la valeur aux livres au 28 février 2009 est nulle. En ce qui concerne les débetures convertibles, la juste valeur sera impactée beaucoup plus par le cours des marchés boursiers que par une variation des taux d'intérêt. Une variation de $\pm 10\%$ du cours des marchés, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif maximal de 135 000 \$ après impôts sur l'état des résultats.

AUTRES FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Risques d'exploration

La Société est considérée comme une société d'exploration. Elle n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

Risques relatifs aux titres de propriété

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Personnel clé

Le succès de la Société est lié à la capacité d'attirer et de conserver un personnel qualifié. La concurrence à cet égard est très vive et le succès de la Société repose en grande partie sur les hauts dirigeants et le personnel qualifié en géologie. L'incapacité à recruter du personnel qualifié et la perte d'employés clés pourraient compromettre le rythme et le succès des opérations.

Risques environnementaux

La Société est exposée à différents incidents environnementaux qui peuvent survenir lors des travaux d'exploration. La Société maintient un programme de gestion des risques environnementaux qui comprend des plans et des pratiques opérationnelles.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière comprend des politiques et des procédures qui (i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle et exacte des opérations et des cessions visant les actifs de la Société; (ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux PCGR et que les encaissements et décaissements ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la Société; et (iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers sera évitée ou décelée à temps.

Étant donné ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ou déceler des inexactitudes. En outre, toute projection quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes subséquentes est assujéti au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore.

La direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société selon les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la Commission Treadway. Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a modifié un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'éliminer la faiblesse importante découverte lors de la vérification des contrôles internes par nos vérificateurs externes au 29 février 2008. Spécifiquement, un contrôle efficace de supervision a été conçu et mis en place afin de s'assurer que l'information contenue dans les feuilles de calcul est enregistrée et calculée de façon adéquate. Cette modification a permis d'éliminer cette faiblesse importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dû à l'existence d'une autre faiblesse importante décrite ci-après, la direction a conclu qu'au 28 février 2009, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'était pas efficace.

Une faiblesse importante est une déficience ou une combinaison de déficiences dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel qu'il y a une possibilité raisonnable qu'on ne puisse prévenir ou déceler en temps opportun un énoncé fautif dans les états financiers annuels de la Société.

Au 28 février 2009, une faiblesse importante a été identifiée suite à une revue des états financiers de l'exercice financier 2008 effectuée par la *Securities Exchange Commission*. La Société n'a pas maintenu de façon efficace les contrôles entourant l'application des PCGR des Etats-Unis. Particulièrement, la société n'a pas appliqué correctement le EITF 04-02, *Whether Mineral Rights are Tangible or Intangible Assets Related Issues* en rapport avec les coûts d'acquisition de biens miniers et les droits miniers. En conséquence, la Société a redressé ses états financiers pour les exercices financiers terminés les 29 février 2008 et 28 février 2007, pour capitaliser les coûts d'acquisition de biens miniers et les droits miniers. À moins qu'elle soit corrigée, cette faiblesse pourrait engendrer une erreur importante dans la note sur les PCGR des États-Unis présentée dans les états financiers de la Société, qui ne pourrait être prévenue ou décelée en temps opportun.

Un contrôle sera mis en place afin de s'assurer que les écarts entre les PCGR canadiens et américains sont toujours en vigueur à la date de la signature des états financiers de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Sous la supervision et avec la participation de la direction de la Société, incluant le chef de la direction et le chef des services financiers, nous avons évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière au 28 février 2009. Dû à une faiblesse importante sur un contrôle interne à l'égard de l'information financière décrite précédemment, la direction a conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information financière de la Société n'étaient pas efficaces au 28 février 2009.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 14 mai 2009. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse, de rapports sur les changements significatifs, d'états financiers, de circulaires d'information et de notices annuelles sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

(s) André Gaumond

Président et chef de la direction

(s) Robin Villeneuve

Chef des services financiers

RAPPORTS DE LA DIRECTION

Responsabilité à l'égard de l'information financière

La direction de Mines Virginia est responsable de la préparation, de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ainsi que de tout autre renseignement financier contenu dans le présent rapport annuel. Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») et incluent certains montants fondés sur des estimations et sur des énoncés de jugement. La direction a établi de tels montants selon des critères raisonnables afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement à tous les égards importants.

Mines Virginia maintient des systèmes de contrôle interne relatifs à la comptabilité, à l'administration et à l'information. Ces systèmes, dont l'action est combinée à des normes de conduite et à des codes d'éthique définis dans nos politiques écrites, visent à fournir un degré raisonnable de certitude quant à la pertinence, à la fiabilité et à l'exactitude de l'information financière. Ils visent également à assurer que les actifs de l'entreprise sont adéquatement comptabilisés et correctement protégés.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière et est l'ultime responsable d'examiner et d'approuver les états financiers. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement au moyen de son comité de vérification. Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et est composé d'administrateurs externes indépendants. Ce comité rencontre la direction et les vérificateurs externes périodiquement pour discuter de questions relatives à la comptabilité, à la vérification et aux procédures de contrôle interne. Les présents états financiers ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration, à la suite de la recommandation du comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés au nom des actionnaires par les vérificateurs indépendants PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes établies par le *Public Accounting Oversight Board* (États-Unis). Les vérificateurs externes ont eu librement et pleinement accès au comité de vérification.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de Mines Virginia d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Mines Virginia vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le contrôle interne de Mines Virginia à l'égard de l'information financière comprend des politiques et des procédures qui (i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle et exacte des opérations et des cessions visant les actifs de Mines Virginia; (ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux PCGR et que les encaissements et décaissements ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de Mines Virginia; et (iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de Mines Virginia, qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers, sera évitée ou décelée à temps.

Étant donné ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ou déceler des inexactitudes. En outre, toute projection quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes subséquentes est assujettie au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore.

La direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Mines Virginia selon les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la Commission Treadway.

Basé sur l'évaluation et l'identification d'une faiblesse importante décrite ci-après, la direction a conclu qu'au 28 février 2009, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Mines Virginia n'était pas efficace.

Une faiblesse importante est une déficience ou une combinaison de déficiences dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel qu'il y a une possibilité raisonnable qu'on ne puisse prévenir ou déceler, en temps opportun, un énoncé fautif dans les états financiers annuels de Mines Virginia.

Au 28 février 2009, une faiblesse importante a été identifiée suite à une revue des états financiers de l'exercice financier 2008 effectuée par la *Securities Exchange Commission*. Mines Virginia n'a pas maintenu de façon efficace les contrôles entourant l'application des PCGR des Etats-Unis. Particulièrement, Mines Virginia n'a pas appliqué correctement le EITF 04-02, *Whether Mineral Rights are Tangible or Intangible Assets Related Issues* en rapport avec les coûts d'acquisition de biens miniers et les droits miniers. En conséquence, Mines Virginia a redressé ses états financiers pour les exercices financiers terminés les 29 février 2008 et 28 février 2007, pour capitaliser les coûts d'acquisition de biens miniers et les droits miniers. À moins qu'elle soit corrigée, cette faiblesse pourrait engendrer une erreur importante dans la note sur les PCGR des États-Unis présentée dans les états financiers de Mines Virginia, qui ne pourrait être prévenue ou décelée en temps opportun.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 28 février 2009 a été vérifiée par les vérificateurs indépendants PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. de la Société tel que mentionné dans leur rapport, lequel est joint aux présentes.



André Gaumont, Président & chef de la direction



Robin Villeneuve, Chef des services financiers

Rapport des vérificateurs indépendants

Aux actionnaires de Mines Virginia Inc.

Nous avons effectué des vérifications intégrées des états financiers des exercices 2009 et 2008 de **Mines Virginia Inc.** et du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 28 février 2009 ainsi qu'une vérification de ses états financiers de 2007. Nos opinions, qui s'appuient sur nos vérifications, sont présentées ci-après.

États financiers

Nous avons vérifié les bilans ci-joints de Mines Virginia Inc. au 28 février 2009 et au 29 février 2008, ainsi que les états des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 28 février 2009. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications des états financiers de la société ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes établies par le *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification des états financiers comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos vérifications constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers susmentionnés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 28 février 2009 et au 29 février 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 28 février 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Tel que mentionné à la note 20, la société a redressé certains chiffres présentés dans les rapprochements 2008 et 2007 avec les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également vérifié contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière de Mines Virginia Inc. au 28 février 2009 en nous fondant sur les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la *Treadway Commission*. La direction de la société est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, laquelle est décrite dans le Rapport annuel à la rubrique « Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ». Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée conformément aux normes établies par le *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière a été maintenu, à tous les égards importants. Notre vérification du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque qu'une faiblesse importante puisse exister ainsi que la mise en œuvre de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction du risque évalué. Notre vérification comprend aussi la mise en œuvre d'autres procédés que nous avons jugé nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre vérification constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est le processus visant à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société s'entend des politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

Une faiblesse importante est une déficience ou une combinaison de déficiences du contrôle interne à l'égard de l'information financière de telle sorte qu'il y a une possibilité raisonnable qu'une inexactitude importante dans les états financiers annuels ne puisse être prévenue ou détectée à temps. Au 28 février 2009, une faiblesse importante a été identifiée concernant l'application inadéquate d'une convention comptable généralement reconnue des États-Unis, tel que décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons considéré cette faiblesse importante dans la détermination de la nature, du calendrier et de l'étendue de nos tests de vérification appliqués dans notre vérification pour les états financiers de l'exercice terminé le 28 février 2009, et notre opinion concernant l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière n'affecte pas notre opinion sur les états financiers.

À notre avis, la société n'a pas maintenu, à tous les égards importants, un contrôle efficace à l'égard de l'information financière au 28 février 2009 selon les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Québec (Québec) Canada
Le 14 mai 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 7871

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Bilans

(en dollars canadiens)

	Au 28 février 2009 \$	Au 29 février 2008 \$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents	7 633 221	8 665 254
Placements temporaires (note 3)	26 536 059	36 194 101
Crédits d'impôts à l'exploration minière et taxes à la consommation à recevoir (note 4)	5 301 050	6 831 873
Autres sommes à recevoir	134 038	180 476
Charges payées d'avance	73 647	128 484
	<u>39 678 015</u>	<u>52 000 188</u>
Placements à long terme (note 5)	1 212 000	1 444 000
Immobilisations corporelles , au coût moins l'amortissement cumulé de 71 339 \$ (41 411 \$ au 29 février 2008)	122 689	134 840
Biens miniers (note 7)	<u>27 074 379</u>	<u>14 896 717</u>
	<u>68 087 083</u>	<u>68 475 745</u>
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges		
Sociétés détenues par des administrateurs (note 12)	11 500	175 286
Autres	1 200 483	3 719 989
	<u>1 211 983</u>	<u>3 895 275</u>
Capitaux propres		
Capital social (note 8)	106 162 531	98 204 815
Bons de souscription (note 9)	26 962	-
Options d'achat d'actions (note 10a)	4 745 715	3 966 778
Surplus d'apport	142 038	29 481
Déficit	(43 246 993)	(39 638 943)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(955 153)	2 018 339
	<u>66 875 100</u>	<u>64 580 470</u>
	<u>68 087 083</u>	<u>68 475 745</u>

Engagements (note 17)

Évènements subséquents (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

(29)

Approuvé par le Conseil, (s) André Gaumond, administrateur

(s) André Lemire, administrateur

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Résultats

(en dollars canadiens)

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Frais généraux et d'administration			
Salaires	888 207	186 729	91 193
Honoraires professionnels et frais de maintien	500 731	364 658	317 499
Honoraires de gestion (note 12)	-	300 000	182 144
Loyer, frais de bureau et autres	745 268	1 141 316	1 125 269
Rémunération à base d'actions (note 10a)	972 247	1 295 004	3 290 637
Amortissement des immobilisations corporelles	29 928	17 753	4 284
Frais d'exploration généraux	308 167	431 187	403 047
Subventions, crédit de droits remboursable pour perte et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources	(138 190)	(200 925)	(176 870)
Coût des biens miniers abandonnés ou radiés (note 7)	2 048 494	611 511	1 909 273
	<u>5 354 852</u>	<u>4 147 233</u>	<u>7 146 476</u>
Autres revenus (dépendances)			
Dividendes et intérêts	1 528 653	1 970 287	1 703 103
Honoraires facturés à des partenaires	919 465	1 107 980	293 869
Paiements sur options reçu excédant le coût du bien minier	14 238	-	4 338 141
Gain à la vente de biens miniers	11 458	6 360 000	319 198
Gain à la vente de placements temporaires	-	-	1 009 767
Gain à la vente de placements disponibles à la vente	307 792	2 073 639	-
Perte sur placements détenus à des fins de transaction	(129 394)	(5 381 766)	-
Perte sur placements désignés comme étant détenus à des fins de transaction	(306 579)	(94 613)	-
Moins-value autres que temporaires des placements temporaires	-	-	(298 960)
Moins-value autres que temporaires sur placements disponibles à la vente	(1 347 984)	(2 128 034)	-
	<u>997 649</u>	<u>3 907 493</u>	<u>7 365 118</u>
Bénéfice (perte) avant impôts et l'activité abandonnée	(4 357 203)	(239 740)	218 642
Impôts futurs sur les bénéfices (note 13)	749 153	(146 014)	-
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	(3 608 050)	(385 754)	218 642
Perte nette provenant de l'activité abandonnée (note 14)	-	-	(637 494)
Perte nette	<u>(3 608 050)</u>	<u>(385 754)</u>	<u>(418 852)</u>
Par action (de base et dilué) (note 15)			
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	(0,130)	(0,014)	0,009
Perte nette provenant de l'activité abandonnée	-	-	(0,025)
Perte nette	<u>(0,130)</u>	<u>(0,014)</u>	<u>(0,016)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Résultat étendu

(en dollars canadiens)

Résultat étendu

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Perte nette	<u>(3 608 050)</u>	<u>(385 754)</u>	<u>(418 852)</u>
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes non réalisées sur les placements disponibles à la vente, déduction faite des impôts afférents de 448 740 \$ (2 401 \$ en 2008)	(3 795 824)	(12 958)	-
Reclassement de pertes de valeur autres que temporaires de placements disponibles à la vente dans le résultat net, déduction faite des impôts afférents de 144 040 \$ (180 479 \$ en 2008)	1 048 447	974 273	-
Reclassement de gains réalisés sur les placements disponibles à la vente dans le résultat net, déduction faite des impôts afférents de 81 677 \$ (324 092 \$ en 2008)	<u>(226 115)</u>	<u>(1 749 537)</u>	-
	<u>(2 973 492)</u>	<u>(788 222)</u>	-
Résultat étendu	<u>(6 581 542)</u>	<u>(1 173 976)</u>	<u>(418 852)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Variation des capitaux propres

(en dollars canadiens)

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Capital social (note 8)			
Solde au début de l'exercice	98 204 815	94 447 526	85 471 959
Bons de souscription exercés	-	3 088 620	944 540
Options d'achat d'actions exercées	204 002	572 027	588 887
Options d'achat d'unités exercées	-	-	431 468
Bons de souscription (unités) exercés	-	-	80 277
Acquisition d'un bien minier	4 750 000	99 000	2 168 769
Émission d'actions pour une contrepartie en trésorerie	4 500 000	-	4 786 279
Frais d'émission d'actions (note 11b)	(1 496 286)	(2 358)	(24 653)
Solde à la fin de l'exercice	106 162 531	98 204 815	94 447 526
Bons de souscription (note 9)			
Solde au début de l'exercice	-	261 114	446 117
Octroyés	26 962	-	261 114
Exercés	-	(261 114)	(443 675)
Échus	-	-	(2 442)
Solde à la fin de l'exercice	26 962	-	261 114
Options d'achat d'actions (note 10a)			
Solde au début de l'exercice	3 966 778	2 895 074	-
Rémunération à base d'actions	972 247	1 295 004	3 290 637
Exercées	(80 753)	(219 847)	(377 152)
Échues	(112 557)	(3 453)	(18 411)
Solde à la fin de l'exercice	4 745 715	3 966 778	2 895 074
Options d'achat d'unités (note 10b)			
Solde au début de l'exercice	-	-	101 178
Exercées	-	-	(101 178)
Solde à la fin de l'exercice	-	-	-
Bons de souscription (unités) (note 10c)			
Solde au début de l'exercice	-	-	-
Suite à l'exercice d'options d'achat d'unités	-	-	62 203
Exercés	-	-	(58 302)
Échus	-	-	(3 901)
Solde à la fin de l'exercice	-	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Variation des capitaux propres

(en dollars canadiens)

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	29 481	26 028	1 274
Bons de souscription échus	-	-	2 442
Options d'achat d'actions échues	112 557	3 453	18 411
Bons de souscription (unités) échus	-	-	3 901
Solde à la fin de l'exercice	<u>142 038</u>	<u>29 481</u>	<u>26 028</u>
Déficit			
Solde au début de l'exercice	(39 638 943)	(41 445 011)	(25 052 049)
Transfert des actifs nets de la propriété Éléonore et élimination des actifs d'impôts futurs	-	-	(15 974 110)
Ajustement à l'adoption des nouvelles normes comptable (note 2)	-	2 191 822	-
Perte nette	(3 608 050)	(385 754)	(418 852)
Solde à la fin de l'exercice	<u>(43 246 993)</u>	<u>(39 638 943)</u>	<u>(41 445 011)</u>
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au début de l'exercice	2 018 339	-	-
Ajustement à l'adoption des nouvelles normes comptable (note 2)	-	2 806 561	-
Autres éléments du résultat étendu	(2 973 492)	(788 222)	-
Solde à la fin de l'exercice	<u>(955 153)</u>	<u>2 018 339</u>	<u>-</u>

Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 44 202 146 \$ au 28 février 2009 (37 620 604 \$ au 29 février 2008).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Flux de trésorerie

(en dollars canadiens)

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	(3 608 050)	(385 754)	218 642
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents			
Impôts futurs sur les bénéfices	(749 153)	146 014	-
Moins-value autres que temporaires sur placements disponibles à la vente	1 347 984	2 128 034	-
Moins-value autres que temporaires des placements temporaires	-	-	298 960
Perte sur placements désignés comme étant détenus à des fins de transaction	306 579	94 613	-
Perte sur placements détenus à des fins de transaction	277 320	5 381 766	-
Gain à la vente de placements disponibles à la vente	(307 792)	(2 073 639)	-
Gain à la vente de placements temporaires	-	-	(1 009 767)
Gain à la vente de biens miniers	(11 458)	(6 360 000)	(319 198)
Paiements sur options reçus excédant le coût du bien minier	(14 238)	-	(4 338 141)
Coût des biens miniers abandonnés ou radiés	2 048 494	611 511	1 909 273
Amortissement des immobilisations corporelles	29 928	17 753	4 284
Rémunération à base d'actions	972 247	1 295 004	3 290 637
	<u>291 861</u>	<u>855 302</u>	<u>54 690</u>
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 11a)	<u>(810 572)</u>	<u>(962 346)</u>	<u>3 283 682</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies	<u>(518 711)</u>	<u>(107 044)</u>	<u>3 338 372</u>
Flux de trésorerie liés à l'activité d'exploitation abandonnée (note 14)	-	-	(1 802 127)
	<u>(518 711)</u>	<u>(107 044)</u>	<u>1 536 245</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	<u>4 289 455</u>	<u>3 177 328</u>	<u>6 149 808</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Disposition (acquisition) nette de placements temporaires	4 917 582	5 694 717	(7 992 521)
Reclassement d'équivalents de trésorerie dans les placements à long terme	-	(3 899 387)	-
Acquisition de biens miniers et frais d'exploration capitalisés	(14 843 386)	(9 618 429)	(4 291 531)
Variation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux frais d'exploration portés en diminution des biens miniers	5 180 717	6 973 228	652 485
Acquisition d'immobilisations corporelles	(117 690)	(39 174)	(3 666)
Produit de la disposition de biens miniers	-	-	15 000
Paiements sur options reçus	60 000	344 472	90 001
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies	<u>(4 802 777)</u>	<u>(544 573)</u>	<u>(11 530 232)</u>
Flux de trésorerie liés à l'activité d'investissement abandonnée (note 14)	-	-	(472 189)
	<u>(4 802 777)</u>	<u>(544 573)</u>	<u>(12 002 421)</u>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	<u>(1 032 033)</u>	<u>2 525 711</u>	<u>(4 316 368)</u>
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	<u>8 665 254</u>	<u>6 139 543</u>	<u>10 455 911</u>
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice (note 11c)	<u>7 633 221</u>	<u>8 665 254</u>	<u>6 139 543</u>

Renseignements supplémentaires (note 11b)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

1 Constitution et nature des activités

La société, constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de biens miniers. Elle n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

2 Résumé des principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La note 20 décrit les écarts de mesure significatifs entre les PCGR du Canada et des États-Unis, tels qu'ils s'appliquent à la société. Les principales conventions comptables, qui ont été appliquées de façon uniforme, sont résumées comme suit.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des exercices. Les estimations importantes comprennent l'évaluation des crédits de droits remboursables pour perte et des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources, les actifs et passifs d'impôts futurs, la possibilité de récupération des placements temporaires et des biens miniers, l'évaluation des placements à long terme, la juste valeur des options octroyées, ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme hautement liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont constitués principalement d'obligations, de parts de fiducie, de débentures convertibles et de placements dans des sociétés ouvertes qui ne s'inscrivent pas dans la définition de la trésorerie et équivalents.

Conformément aux exigences du chapitre 3855 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, adoptées par la société le 1^{er} mars 2007, les placements temporaires sont classés à titre de placements disponibles à la vente pour les obligations, les parts de fiducie et les placements en actions dans les sociétés ouvertes. Les débentures convertibles et les bons de souscription détenus par la société sont classés à titre de placements détenus à des fins de transaction.

Avant le 1^{er} mars 2007, les placements temporaires étaient comptabilisés au moindre du coût amorti et de la valeur du marché.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Instruments financiers

Les normes exigent que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, soient initialement comptabilisés à leur juste valeur. Subséquemment à la constatation initiale, l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers dépend de leur classement : détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, prêts et créances ou passifs détenus à des fins autres que de transaction.

- **Détenus à des fins de transaction** – Les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, et les gains, les pertes et les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état des résultats au cours de la période où ils surviennent. Le chapitre 3855 permet à une entité de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction à la constatation initiale ou à l'adoption de la nouvelle norme comptable si des justes valeurs fiables sont disponibles, même si cet instrument ne respecte pas autrement la définition de titre détenu à des fins de transaction. Les coûts de transaction sont comptabilisés immédiatement au résultat net.
- **Disponibles à la vente** – Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés sont constatés directement dans les autres éléments du résultat étendu, sauf les pertes pour dépréciation autres que temporaires qui sont comptabilisées dans l'état des résultats. Au moment de la décomptabilisation de l'actif financier, les gains ou pertes cumulés auparavant comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, sont reclassés dans l'état des résultats. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument financier.

Les titres disponibles à la vente font l'objet d'un examen régulier visant à déterminer s'ils ont subi une perte autre que temporaire. Aux fins de l'évaluation de la baisse de valeurs, la société tient compte de plusieurs faits propres à chaque placement et de l'ensemble des facteurs qui comprennent, sans s'y limiter, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur, des difficultés financières importantes de l'émetteur, un manquement au contrat, la possibilité croissante de faillite ou de restructuration de l'émetteur et la disparition d'un marché actif pour cet actif financier.

- **Prêts et créances** – Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui correspond à la valeur nominale compte tenu de leurs courtes échéances.
- **Passifs détenus à des fins autres que de transaction** – Les passifs financiers classés comme détenus à des fins autres que de transaction sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui correspond à la valeur nominale en raison de leurs courtes échéances.

Ajustement transitoire

Le 1^{er} mars 2007, la société a comptabilisé dans le bilan tous ses actifs financiers en fonction de leur classement. Tout ajustement apporté à la valeur comptable antérieure des bons de souscription et des débetures convertibles a été comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture du déficit, et tout ajustement apporté à la valeur comptable antérieure des obligations, parts de fiducie et actions a été comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts. Le tableau suivant présente l'incidence de l'adoption des nouvelles normes sur le bilan.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

	Au 28 février 2007 \$	Ajustement à l'adoption des nouvelles normes \$	Au 1 ^{er} mars 2007 \$
Actif			
Placements temporaires	34 496 012	4 998 383	39 494 395
Capitaux propres			
Déficit	(41 445 011)	2 191 822	(39 253 189)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	-	2 806 561 ⁽¹⁾	2 806 561
Incidence sur les capitaux propres	(41 445 011)	4 998 383	(36 446 628)

(1) Ce montant est net des impôts sur le revenu de 600 493 \$ inscrits au déficit.

Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties selon la méthode du solde dégressif aux taux de 20 % pour l'équipement de bureau et de 30 % pour le matériel de terrain.

Biens miniers

La société inscrit au coût ses participations dans les biens miniers et les aires d'intérêt géologique, moins les paiements sur option reçus et autres recouvrements. Les frais d'exploration liés aux participations et aux projets sont capitalisés sur la base de blocs de claims spécifiques ou d'aires d'intérêt géologique jusqu'à ce que les biens miniers soient mis en production, vendus ou abandonnés. La direction revoit régulièrement la valeur comptable des biens miniers aux fins de dévaluation. Ces coûts seront amortis sur la durée d'exploitation des biens miniers après le début de la production ou radiés si les biens miniers sont vendus ou si les projets sont abandonnés. Les frais d'exploration généraux non liés à des biens miniers spécifiques sont imputés aux résultats dès qu'ils sont engagés.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels la société détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Crédit de droits remboursable pour perte et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

La société a droit à un crédit de droits remboursable pour perte en vertu de la Loi concernant les droits sur les mines. Ce crédit de droits remboursable sur les frais liés aux activités minières engagés au Québec au taux de 12 % est comptabilisé en diminution des frais engagés.

De plus, la société a droit au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour les entreprises du secteur minier à l'égard des frais d'exploration admissibles engagés. Le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pourra atteindre 38,75 %. Ce crédit d'impôt est comptabilisé en réduction des frais engagés.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La société suit les recommandations de l'ICCA pour la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. Selon ces recommandations, la juste valeur des obligations liées à la mise hors service est enregistrée à titre de passif sur une base actualisée à l'aide d'un taux sans risque au moment où les coûts sont engagés. Les soldes des actifs affectés sont augmentés de la valeur de ces obligations. Les obligations sont désactualisées et les coûts initiaux capitalisés sont amortis sur la durée de vie des actifs affectés par cette obligation. Au 28 février 2009, la société n'a aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.

Capital social

Les actions émises conformément aux financements accreditifs et pour l'acquisition de propriétés minières sont inscrites à la juste valeur marchande. Lors de l'acquisition de biens miniers, la valeur comptable peut dépasser la valeur fiscale puisque la société renonce aux déductions en faveur des investisseurs concernés. Les impôts futurs, découlant de l'écart entre la valeur comptable et fiscale, sont comptabilisés à titre de frais d'émission d'actions.

Les frais d'émission d'actions et les impôts futurs, découlant de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des frais d'exploration, sont présentés en diminution du capital social.

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices en utilisant la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur devant s'appliquer dans l'exercice au cours duquel les écarts doivent se résorber.

La société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

Actions accreditives

La société finance, lorsqu'elle le juge opportun, certains de ses travaux d'exploration par l'entremise d'une émission d'actions accreditives. La déduction des dépenses d'exploration est renoncée au bénéfice des investisseurs, en accord avec les lois fiscales sur le revenu. La société constatera le passif d'impôts futurs et réduira le capital social lorsque les dépenses seront renoncées auprès des autorités fiscales.

Résultat de base et dilué par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation au cours de l'exercice, plus l'effet des actions participantes potentielles dilutives en circulation au cours de l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions comme si toutes les actions potentielles dilutives avaient été émises au plus tard au début de l'exercice ou à la date d'émission, selon le cas, et que les fonds en découlant avaient été utilisés pour acheter des actions participantes de la société à la valeur boursière moyenne des actions participantes au cours de l'exercice.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Régime de rémunération à base d'actions

La société a établi un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 10a. Toute contrepartie reçue des participants au régime lors de l'exercice d'options est créditée au capital social. La société comptabilise une charge de rémunération pour toutes formes de rémunérations à base d'actions consenties aux salariés et aux non-salariés, incluant les options d'achat d'actions, au moyen d'une méthode fondée sur la juste valeur.

Nouvelles normes comptables

Chapitre 1400, Normes générales de présentation des états financiers

Le 1^{er} mars 2008, la société a adopté le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*. Ce chapitre a été amendé pour y inclure les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation (hypothèse de la continuité d'exploitation). L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun effet sur les états financiers de la société.

Chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} mars 2008, la société a adopté le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*. Ce chapitre établit les directives concernant la présentation d'informations sur le capital d'une entité, ce qui permettra aux utilisateurs des états financiers de cette entité d'évaluer ses objectifs, ses politiques et ses procédés de gestion du capital, y compris les informations à fournir sur toutes les exigences en matière de capital auxquelles l'entité est assujettie ainsi que les conséquences qu'entraîne une situation de non-conformité à ces exigences. Les informations devant être fournies aux termes de ce chapitre sont présentées à la note 16.

Chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863, Instruments financiers – présentation

Le 1^{er} mars 2008, la société a adopté le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, lesquels remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces nouveaux chapitres requièrent la présentation de renseignements supplémentaires concernant les catégories d'actifs et de passifs financiers ainsi qu'une analyse détaillée des risques liés aux instruments financiers de l'entité ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Les exigences liées à la présentation restent les mêmes. Les informations devant être fournies aux termes de ces chapitres sont présentées à la note 6.

Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a approuvé certaines modifications au chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et au chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, du Manuel de l'ICCA. Ces modifications portent sur la possibilité de reclasser, dans de rares cas, des actifs financiers hors de la catégorie détenus à des fins de transactions. La société n'a pas reclassé d'instruments financiers à cet égard.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui apporte une précision au chapitre 3855, *Instruments financiers - comptabilisation et évaluation*, quant à la détermination de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers. Ce CPN précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cette recommandation est applicable rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant à la date de parution de l'abrégé, soit le 20 janvier 2009 ou après. L'application de ce CPN n'a eu aucun effet sur les états financiers de la société.

CPN-174, Frais d'exploration minière

Le 27 mars 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié le CPN-174, *Frais d'exploration minière*, afin de fournir des indications supplémentaires à l'intention des entreprises d'exploitation minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN devrait être appliqué aux états financiers publiés après le 27 mars 2009. L'application de ce CPN n'a eu aucun effet sur les états financiers de la société.

Incidences des nouvelles normes comptables non encore en vigueur

Normes comptables internationales (« IFRS »)

En 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens du Conseil des normes comptables. Ce plan fournit un aperçu des décisions cruciales que devra prendre l'ICCA afin d'harmoniser les normes des PCGR du Canada et les IFRS lors de la mise en œuvre du plan stratégique. Bien que les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR canadiens, des divergences importantes en matière de politiques comptables devront être résolues. L'ICCA a confirmé que la transition des PCGR canadiens aux IFRS s'effectuera le 1^{er} janvier 2011 pour les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes.

Une analyse des différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société est en cours. Cette analyse est effectuée en considérant les impacts potentiels, entre autres, sur les conventions comptables et la communication de l'information financière. La société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

3 Placements temporaires

a) Répartition des placements par instrument

Placements temporaires disponibles à la vente

	Au 28 février 2009		Au 29 février 2008	
	Coût amorti \$	Valeur comptable \$	Coût amorti \$	Valeur comptable \$
Obligations				
Fédérales	-	-	1 458 062	1 563 132
Provinciales	1 473 080	1 478 900	8 671 695	8 797 844
Para-gouvernementales	1 652 963	1 694 080	2 789 246	2 870 236
Municipales	16 558 434	16 650 707	7 508 062	7 704 661
Sociétés	822 572	699 779	1 306 770	1 305 224
Institutions financières	536 395	536 844	151 438	141 075
Autres	6 627	6 627	259 154	254 603
	21 050 071	21 066 937	22 144 427	22 636 775
Actions privilégiées de sociétés ouvertes	555 824	462 830	85 303	94 558
Actions ordinaires de sociétés ouvertes	1 270 989	832 995	5 390 801	6 290 562
Parts de fiducie	3 199 532	2 826 603	3 756 077	4 817 645
Autres	-	-	278 594	288 479
Total	26 076 416	25 189 365	31 655 202	34 128 019

Placements temporaires détenus à des fins de transaction

	Au 28 février 2009		Au 29 février 2008	
	Coût amorti \$	Valeur comptable \$	Coût amorti \$	Valeur comptable \$
Débetures convertibles *	1 617 081	1 346 694	1 996 857	1 957 762
Bons de souscription de sociétés ouvertes	1 493 070	-	2 165 938	108 320
Total	3 110 151	1 346 694	4 162 795	2 066 082
	29 186 567	26 536 059	35 817 997	36 194 101

(*) Ces débetures convertibles sont désignées comme étant détenues à des fins de transaction.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

b) Répartition des obligations et des débentures convertibles par échéance

Échéance des obligations	Au 28 février 2009			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût amorti	12 584 197	7 945 504	520 370	21 050 071
Valeur comptable	12 680 597	7 988 179	398 161	21 066 937

Échéance des obligations	Au 29 février 2008			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût amorti	6 247 681	13 979 189	1 917 557	22 144 427
Valeur comptable	6 297 182	14 358 621	1 980 972	22 636 775

Échéance des débentures convertibles	Au 28 février 2009			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût amorti	-	1 163 371	453 710	1 617 081
Valeur comptable	-	985 331	361 363	1 346 694

Échéance des débentures convertibles	Au 29 février 2008			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût amorti	-	1 285 012	711 845	1 996 857
Valeur comptable	-	1 280 736	677 026	1 957 762

c) Taux d'intérêt

Les obligations portent intérêts à des taux fixes variant de 1,38 % à 8,25 % (3,17 % à 8,25 % au 29 février 2008). Les débentures convertibles portent intérêts à des taux fixes variant de 5,70 % à 8,50 % (5,70 % à 8,25 % au 29 février 2008).

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

4 Crédits d'impôts à l'exploration minière et taxes à la consommation à recevoir

	Au 28 février 2009 \$	Au 29 février 2008 \$
Crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources	3 722 770	3 942 713
Crédit de droits remboursable pour perte	1 461 557	2 117 942
Taxes à la consommation à recevoir	116 723	771 218
	<u>5 301 050</u>	<u>6 831 873</u>

5 Placements à long terme

Au mois d'août 2007, le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction importante sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal (l'« accord »), d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs (le « Comité ») a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Un rapport sur la restructuration du PCAA de J.P. Morgan, daté du 14 mars 2008, et un Plan de restructuration proposé aux porteurs de billets, daté du 20 mars 2008, ont été publiés. Le Plan a été approuvé par les porteurs de billets le 25 avril 2008 et le 5 juin 2008, la Cour supérieure de justice de l'Ontario l'a homologué.

Le 25 juin 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario auprès de la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario approuvant le plan de restructuration du comité. Le 29 août 2008, certains détenteurs de PCAA ont fait appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario auprès de la Cour suprême du Canada.

Le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi en appel présenté par certains détenteurs de PCAA.

Le 11 décembre 2008, le Comité a annoncé qu'une entente de principe était intervenue entre divers participants clés à la restructuration du PCAA. Cette entente apporterait plusieurs améliorations d'importance au plan de restructuration.

Le 24 décembre 2008, le Comité a confirmé qu'une entente sur l'obtention d'une facilité de garantie supplémentaire a été conclue avec toutes les parties clés, incluant les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta.

Le 21 janvier 2009, le Comité a annoncé que le plan sur la restructuration du PCAA émis par des tiers avait été mis en oeuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, du PCAA non commandité par les banques d'un montant en capital de 3 800 000 \$.

À la date de mise en oeuvre du plan, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans du PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponible à cette date.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction, qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéance. Le taux d'escompte moyen utilisé est de 15,70 %, avec une durée moyenne estimée de 7,49 années, et le taux du coupon moyen estimé est de 1,75 %.

Au 21 janvier 2009, la juste valeur du PCAA détenu par la société a été estimée à 1 275 000 \$. Suite à cette évaluation, la société a constaté, à cette date, une perte non réalisée de ses placements dans du PCAA de 169 000 \$ (2 455 387 \$ pour l'exercice terminé le 29 février 2008), présentée sous la rubrique *Perte sur placements détenus à des fins de transaction*. La société a également tenu compte d'un premier paiement de 147 928 \$ reçu le 21 janvier 2009, qui comprend sa part estimative des intérêts courus de PCAA d'août 2007 au 31 août 2008, net des coûts de restructuration associés à la mise en oeuvre du plan. Ce montant a réduit la perte non réalisée des placements dans du PCAA.

Toujours le 21 janvier 2009, les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués contre de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux billets s'élève maintenant à 3 768 137 \$ et se détaille comme suit :

VAC 2	
Billets synthétiques Catégorie A-1	792 421 \$
Billets synthétiques Catégorie A-2	498 716
Billets synthétiques Catégorie B	90 531
Billets synthétiques Catégorie C	42 732
	<hr/>
	1 424 400 \$
VAC 3	
Billets reflet - actifs traditionnels (AT)	360 699 \$
Billets reflet - actifs inadmissibles (AI)	1 983 038
	<hr/>
	2 343 737 \$

Ces nouveaux billets ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction.

Le 28 février 2009, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux billets. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Le taux d'escompte moyen utilisé est de 16,59 %, avec une durée moyenne estimée de 7,39 années, et le taux du coupon moyen estimé est de 2,17 %. À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté une perte non réalisée de ses nouveaux billets de 63 000 \$, présentée sous la rubrique *Perte sur placements désignés comme étant détenus à des fins de transaction*.

Une augmentation de 1 % du taux d'actualisation estimé entraînerait une diminution de la juste valeur estimative des nouveaux billets détenus par la société d'environ 74 000 \$.

En l'absence de l'existence de marché actif, la juste valeur des nouveaux billets est déterminée au moyen d'une approche fondée sur des pondérations et des hypothèses énoncées, et que cette juste valeur s'appuie sur l'évaluation par la société des conditions du marché au 28 février 2009, la juste valeur inscrite pourrait varier de façon importante dans les périodes subséquentes mais la société est d'avis que ces écarts n'auront pas d'incidence importante sur sa situation financière.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

6 Instruments financiers

Classification

La classification des instruments financiers au 28 février 2009 et au 29 février 2008 se résume ainsi :

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Au 28 février 2009	
					Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	Total	Total
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents	7 633 221	-	-	-	7 633 221	7 633 221
Placements temporaires	1 346 694	(1) 25 189 365	(2)	-	26 536 059	26 536 059
Autres sommes à recevoir	-	-	134 038	-	134 038	134 038
Placements à long terme	1 212 000	(3)	-	-	1 212 000	1 212 000
	10 191 915	25 189 365	134 038	-	35 515 318	35 515 318

Passifs financiers

Comptes créditeurs et charges - - - 1 211 983 1 211 983 1 211 983

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Au 29 février 2008	
					Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	Total	Total
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents	8 665 254	-	-	-	8 665 254	8 665 254
Placements temporaires	2 066 082	(1) 34 128 019	(2)	-	36 194 101	36 194 101
Autres sommes à recevoir	-	-	180 476	-	180 476	180 476
Placements à long terme	1 444 000	(3)	-	-	1 444 000	1 444 000
	12 175 336	34 128 019	180 476	-	46 483 831	46 483 831

Passifs financiers

Comptes créditeurs et charges - - - 3 895 275 3 895 275 3 895 275

(1) Bons de souscription et débetures convertibles

(2) Obligations, parts de fiducie et actions

(3) Billets VAC 2 et VAC 3 (PCAA pour 2008)

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Les autres sommes à recevoir et les comptes créditeurs et charges sont des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La trésorerie et équivalents sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur des placements temporaires disponibles à la vente est établie au moyen du cours acheteur dans le marché actif le plus avantageux pour ces instruments auquel la société a immédiatement accès. Lorsqu'un cours acheteur n'est pas disponible, la société utilise le cours de clôture de l'opération la plus récente touchant cet instrument.

La juste valeur des débiteures convertibles est établie de la même façon que les placements temporaires disponibles à la vente. Les bons de souscription n'ayant pas de marché actif, la société établit la juste valeur en utilisant un modèle d'établissement de prix d'options (modèle de Black & Scholes) avec des données observables.

La juste valeur des placements à long terme a été déterminée selon la méthode décrite à la note 5.

Au 28 février 2009, les pertes brutes non réalisées sur les titres disponibles à la vente s'élevaient à 1 321 181 \$. De cette somme, un montant de 138 146 \$ est relié aux obligations et résulte de l'élargissement des écarts de taux imputables aux récentes perturbations sur les marchés des capitaux ainsi que la variation des taux d'intérêt du marché, et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. Le solde de 1 183 035 \$ est relié aux actions ordinaires, aux actions privilégiées et aux parts de fiducie qui est principalement imputable à la fluctuation des prix sur le marché et aux premières années de la phase de démarrage des sociétés bénéficiaires des investissements dans le cas de certains placements. La société a la capacité et l'intention de détenir ces titres pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Elle a conclu que les pertes brutes non réalisées étaient temporaires.

Le produit d'intérêt total pour les actifs financiers n'étant pas classés comme étant détenus à des fins de transaction est de 778 000 \$ (1 028 000 \$ pour l'exercice terminé le 29 février 2008).

Risques financiers

De par ses activités, la société est exposée à divers risques financiers comme le risque de crédit, le risque de liquidités et le risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit lié aux placements temporaires provient principalement d'une éventuelle incapacité de l'émetteur de titres à respecter ses engagements. La société minimise son exposition au risque lié à l'émetteur en n'investissant que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Elle s'assure également d'avoir une bonne diversification de ses placements. De plus, la société tente de minimiser son risque en ne concluant des contrats qu'avec des banques canadiennes et leurs filiales. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par la politique de placement de la société. La société réexamine sa politique de façon régulière.

Le risque de crédit lié aux autres sommes à recevoir provient principalement d'une éventuelle incapacité des partenaires à assumer leurs créances. Ces sommes proviennent de travaux d'exploration engagés sur des projets que la société a en partenariat avec d'autres sociétés minières. La société est d'avis que le risque de crédit lié aux sommes à recevoir de partenaires est minimal, parce que la société a signé des ententes avec des sociétés minières majeures.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'approche de la société, dans la gestion des liquidités, est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour rencontrer ses obligations quand celles-ci seront dues. Au 28 février 2009, la société avait un solde de 7 633 221 \$ (8 665 254 \$ au 29 février 2008) en liquidités pour régler ses obligations courantes de 1 211 983 \$ (3 895 275 \$ au 29 février 2008). Toutes les obligations financières de la société ont des modalités de paiement de moins de 30 jours et sont sujettes à des conditions d'échéance normales.

Risque du marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de taux de change et d'autres risques de prix comme le risque lié aux marchés boursiers.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêts du marché. La politique actuelle de la société consiste à investir l'excès de trésorerie principalement dans des obligations et des débetures convertibles remboursables avant échéance et/ou dans des comptes portant intérêt auprès de banques canadiennes et leurs filiales.

Aux 28 février 2009 et 29 février 2008, l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents	Taux d'intérêt variable
Placements temporaires	Taux d'intérêt fixes variant de 1,38 % à 8,50 %
Autres sommes à recevoir	Sans intérêt
Placements à long terme	Tel que décrit à la note 5
Comptes créditeurs et charges	Sans intérêt

Pour l'exercice terminé le 28 février 2009, la sensibilité au changement de taux de ± 1 % aux soldes bancaires aurait eu un impact approximatif de 76 000 \$ après impôts sur l'état des résultats.

Les variations de la juste valeur des obligations disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. En ce qui concerne les obligations disponibles à la vente de la société, une variation de ± 1 % des taux d'intérêt, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif de 152 000 \$ après impôts sur les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux de change

La devise courante utilisée par la société est le dollar canadien et la majorité des achats sont effectués en dollars canadiens. La société détient des sommes en devises étrangères dans un compte de banque d'une banque canadienne à charte au 28 février 2009, mais le risque est minimisé car le solde de ce compte n'est pas significatif pour la société. Il en résulte une faible exposition au risque de taux de change.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)

Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers est le risque que la juste valeur d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des marchés boursiers.

Les variations de la juste valeur des parts de fiducie et des actions disponibles à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. En ce qui concerne les parts de fiducie et les actions disponibles à la vente de la société, une variation de $\pm 10\%$ du cours des marchés, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif de 350 000 \$ après impôts sur les autres éléments du résultat étendu.

Les variations de la juste valeur des bons de souscriptions et des débetures convertibles détenus à des fins de transactions sont comptabilisées à l'état des résultats. Pour ce qui est des bons de souscriptions, il n'y a pas vraiment de risque important pour la société étant donné que la valeur aux livres au 28 février 2009 est nulle. En ce qui concerne les débetures convertibles, la juste valeur sera impactée beaucoup plus par le cours des marchés boursiers que par une variation des taux d'intérêt. Une variation de $\pm 10\%$ du cours des marchés, qui se serait produite le 28 février 2009, aurait eu un impact approximatif maximal de 135 000 \$ après impôts sur l'état des résultats.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

7 Biens miniers

	# claims / # permis	Participation indivise %	Solde au 1 ^{er} mars 2008 \$	Frais engagés \$	Biens miniers abandonnés, radiés ou sous option, crédit de droits remboursable pour perte, crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources \$	Solde au 28 février 2009 \$
Anatacau (note 7b)	207					
Propriété minière		0	25 345	20 700	-	46 045
Frais d'exploration			368 841	432 742	(199 494)	602 089
			<u>394 186</u>	<u>453 442</u>	<u>(199 494)</u>	<u>648 134</u>
Ashuanipi	1 339					
Propriété minière		100	150 420	3 565	-	153 985
Frais d'exploration			109 548	1 157 647	(277 871)	989 324
			<u>259 968</u>	<u>1 161 212</u>	<u>(277 871)</u>	<u>1 143 309</u>
Corvet Est	655					
Propriété minière		50	30 401	25 657	(4 995)	51 063
Frais d'exploration			972 474	398 082	(289 190)	1 081 366
			<u>1 002 875</u>	<u>423 739</u>	<u>(294 185)</u>	<u>1 132 429</u>
Coulon (note 7e)	3 035					
Propriété minière		100	277 562	4 760 054	-	5 037 616
Frais d'exploration			2 311 964	6 855 766	(1 844 582)	7 323 148
			<u>2 589 526</u>	<u>11 615 820</u>	<u>(1 844 582)</u>	<u>12 360 764</u>
Éléonore Régional	740					
Propriété minière		100	157 361	81 739	-	239 100
Frais d'exploration			482 189	299 768	(138 193)	643 764
			<u>639 550</u>	<u>381 507</u>	<u>(138 193)</u>	<u>882 864</u>
FCI	412					
Propriété minière		100	82 462	14 981	-	97 443
Frais d'exploration			639 410	5 370	(2 475)	642 305
			<u>721 872</u>	<u>20 351</u>	<u>(2 475)</u>	<u>739 748</u>
(à reporter)			<u>5 607 977</u>	<u>14 056 071</u>	<u>(2 756 800)</u>	<u>16 907 248</u>

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

	# claims / # permis	Participation indivise %	Solde au 1 ^{er} mars 2008 \$	Frais engagés \$	Biens miniers abandonnés, radiés ou sous option, crédit de droits remboursable pour perte, crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources \$	Solde au 28 février 2009 \$
(reporté)			5 607 977	14 056 071	(2 756 800)	16 907 248
Laguiche	1 653					
Propriété minière		100	395 540	43 585	(196 751)	242 374
Frais d'exploration			249 550	72 746	(162 807)	159 489
			645 090	116 331	(359 558)	401 863
Lac Gayot (note 7d)	609					
Propriété minière	1	100	2 265 920	-	(74 937)	2 190 983
Frais d'exploration			797 475	(269)	(26 264)	770 942
			3 063 395	(269)	(101 201)	2 961 925
Nichicun	610					
Propriété minière		100	177 228	50 255	(135 434)	92 049
Frais d'exploration			244 539	19 638	(159 195)	104 982
			421 767	69 893	(294 629)	197 031
Poste Lemoyne Ext.	252					
Propriété minière		100	1 103 304	5 175	-	1 108 479
Frais d'exploration			1 532 281	2 074 254	(737 708)	2 868 827
			2 635 585	2 079 429	(737 708)	3 977 306
Wabamisk	750					
Propriété minière		100	142 655	86 222	-	228 877
Frais d'exploration			601 087	358 017	(165 046)	794 058
			743 742	444 239	(165 046)	1 022 935
Autres						
Propriétés minières			1 009 043	221 695	(425 412)	805 326
Frais d'exploration			770 118	1 588 960	(1 558 333)	800 745
			1 779 161	1 810 655	(1 983 745)	1 606 071
			14 896 717	18 576 349	(6 398 687)	27 074 379

Tous les biens miniers sont situés au Québec.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

	# claims / # permis	Participation indivise %	Solde au 1 ^{er} mars 2007 \$	Frais engagés \$	Biens miniers abandonnés, radiés, sous option ou vendus, crédit de droits remboursable pour perte, crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources \$	Solde au 29 février 2008 \$
Anatacau	207					
Propriété minière		0	-	25 345	-	25 345
Frais d'exploration			-	684 306	(315 465)	368 841
			-	709 651	(315 465)	394 186
Corvet Est	723					
Propriété minière		100	30 401	-	-	30 401
Frais d'exploration			1 007 474	-	(35 000)	972 474
			1 037 875	-	(35 000)	1 002 875
Coulon JV	3 035					
Propriété minière		50	185 531	92 031	-	277 562
Frais d'exploration			699 025	3 619 062	(2 006 123)	2 311 964
			884 556	3 711 093	(2 006 123)	2 589 526
Éléonore Régional	641					
Propriété minière		100	55 901	101 460	-	157 361
Frais d'exploration			168 143	582 646	(268 600)	482 189
			224 044	684 106	(268 600)	639 550
FCI	412					
Propriété minière		100	51 828	30 634	-	82 462
Frais d'exploration			336 351	562 261	(259 202)	639 410
			388 179	592 895	(259 202)	721 872
Gipouloux	1 846					
Propriété minière		100	206 432	-	-	206 432
Frais d'exploration			62 162	230 471	(106 247)	186 386
			268 594	230 471	(106 247)	392 818
(à reporter)			2 803 248	5 928 216	(2 990 637)	5 740 827

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

	# claims / # permis	Participation indivise %	Solde au 1 ^{er} mars 2007 \$	Frais engagés \$	Biens miniers abandonnés, radiés, sous option ou vendus, crédit de droits remboursable pour perte, crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources \$	Solde au 29 février 2008 \$
(reporté)			2 803 248	5 928 216	(2 990 637)	5 740 827
Laguiche	2 990					
Propriété minière		100	247 150	148 390	-	395 540
Frais d'exploration			41 300	566 011	(357 761)	249 550
			288 450	714 401	(357 761)	645 090
Lac Gayot	492					
Propriété minière	2	100	2 245 429	20 491	-	2 265 920
Frais d'exploration			750 692	142 454	(95 671)	797 475
			2 996 121	162 945	(95 671)	3 063 395
Nichicun	1 501					
Propriété minière		100	157 574	19 654	-	177 228
Frais d'exploration			3 074	447 986	(206 521)	244 539
			160 648	467 640	(206 521)	421 767
Poste Lemoyne Ext.	230					
Propriété minière		100	1 079 399	23 905	-	1 103 304
Frais d'exploration			775 682	1 403 708	(647 109)	1 532 281
			1 855 081	1 427 613	(647 109)	2 635 585
Wabamisk	734					
Propriété minière		100	141 681	974	-	142 655
Frais d'exploration			228 435	691 377	(318 725)	601 087
			370 116	692 351	(318 725)	743 742
Autres						
Propriétés minières			542 446	410 585	-	953 031
Frais d'exploration			722 426	851 279	(880 425)	693 280
			1 264 872	1 261 864	(880 425)	1 646 311
			9 738 536	10 655 030	(5 496 849)	14 896 717

Tous les biens miniers sont situés au Québec.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Variation des biens miniers

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$
Solde au début de l'exercice	<u>14 896 717</u>	<u>9 738 536</u>
Dépenses engagées au cours de l'exercice		
Acquisition de propriétés minières	4 750 000	124 000
Claims et permis	563 628	749 469
Analyses	734 949	506 819
Forages	4 627 792	2 663 005
Géophysique	1 805 079	1 146 434
Géologie	438 847	585 843
Géochimie	21 136	131 040
Transport	3 158 826	2 978 877
Honoraires	2 120 464	1 453 003
Hébergement	355 628	316 540
	<u>18 576 349</u>	<u>10 655 030</u>
Biens miniers sous option	(45 762)	(359 472)
Biens miniers abandonnés, radiés ou vendus	(2 048 536)	(640 557)
Crédit de droits remboursable pour perte et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources	<u>(4 304 389)</u> <u>(6 398 687)</u>	<u>(4 496 820)</u> <u>(5 496 849)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>27 074 379</u>	<u>14 896 717</u>

a) Le 1^{er} mars 2007, la société a accordé à Exploration Matamec inc. (« Matamec ») l'option d'acquérir une participation de 100 % dans la propriété Uranium Nord, en contrepartie de 47 532 \$ en trésorerie et de l'émission de 200 000 actions d'une société qui doit être constituée ultérieurement par Matamec. Au 28 février 2009, Matamec avait versé 47 532 \$ en trésorerie afin d'acquérir une participation de 50 %.

b) Le 26 avril 2007, IAMGOLD Corporation a accordé à la société l'option d'acquérir une participation de 100 % dans la propriété Anatacau, en contrepartie d'un paiement de 25 000 \$ et de la réalisation de travaux d'exploration totalisant 3 000 000 \$ au plus tard le 31 décembre 2012. Au 28 février 2009, la société avait versé 25 000 \$ comptant et avait effectué des travaux d'exploration totalisant 1 117 048 \$.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

c) Le 8 mai 2007, la société a accordé à Breakwater Resources Ltd. (« Breakwater ») l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Trieste, en contrepartie de 50 000 \$ en trésorerie et de la réalisation de travaux d'exploration totalisant 1 000 000 \$ au plus tard le 8 mai 2011. Au 28 février 2009, Breakwater avait versé 50 000 \$ comptant et avait effectué des travaux d'exploration totalisant 437 552 \$.

d) Le 20 août 2007, la société a accordé à Breakwater l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Lac Gayot, en contrepartie de 170 000 \$ en trésorerie payable sur une période de quatre ans et de la réalisation de travaux d'exploration totalisant 10 000 000 \$ au plus tard le 20 août 2016. Au 28 février 2009, Breakwater avait versé 35 000 \$ comptant et avait effectué des travaux d'exploration totalisant 950 539 \$.

e) Le 11 décembre 2008, la société a annoncé la signature d'une entente avec Breakwater par laquelle la société acquérait l'intérêt de 50 % que détenait Breakwater dans la propriété Coulon JV, en contrepartie de l'émission de 1 666 666 actions de la société en faveur de Breakwater. Selon cette entente, Breakwater ne retient aucun intérêt ou revenu net de fonderie (N.S.R.) dans la propriété. La société devient ainsi la seule et unique propriétaire de ce projet.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Coûts des biens miniers abandonnés ou radiés

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Angilbert	43 540	-	-
Apple	-	-	41 914
Auclair	28 567	-	385 706
Barbanègre	29 746	-	-
Champdoré	76 229	-	-
Corvet Est	110 669	-	-
Coulon	-	195 167	-
Eléonore Régional	-	-	10 545
EM1	-	-	109 694
Gipouloux	439 425	-	-
Gossan JFO	-	-	7 599
Hélène	-	54 216	-
Eider	-	112	60 228
Eakins	-	-	40 751
Lac Clarkie	-	34 972	-
Lac Fagnant	8 852	-	-
Lac Gayot	66 325	-	-
Lac Hayot	-	-	7 956
Wahemen	-	-	25 581
LG 3.5	16 341	-	-
Laguiche	326 022	96 830	-
Megatem	-	-	943 757
Megatem III	-	-	247 137
Narber	85 239	-	-
Nemiscau	-	116 597	-
Nichicun	285 576	-	-
Noëlla	10 357	-	-
Phoenix	158 447	-	-
Piscau	59 361	-	-
Rivière Broadback	-	73 068	-
Rivière Georges	15 358	-	-
Rivière Giard	147 817	-	-
Saganash	41 789	-	-
Uranium Sud	18 313	9 202	-
Willbob	46 093	22 193	-
23D	-	-	8 199
YZW	31 677	-	-
Autres	2 751	9 154	20 206
Total *	2 048 494	611 511	1 909 273

* Les propriétés minières sont abandonnées ou radiées, en totalité ou en partie, en raison de leur faible potentiel de découverte.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

8 Capital social

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires, votantes et participantes, sans valeur nominale

Émis et entièrement payé

Le nombre d'actions dans le capital social a varié comme suit :

	Exercice terminé le 28 février 2009	Exercice terminé le 29 février 2008	Exercice terminé le 28 février 2007
Solde au début de l'exercice	27 005 110	26 425 698	24 078 286
Bons de souscription exercés	-	484 162	415 426
Options d'achat d'actions exercées	30 000	80 250	62 500
Options d'achat d'unités exercées	-	-	47 865
Bons de souscription (unités) exercés	-	-	11 216
Acquisition d'un bien minier (note 7e)	1 666 666	15 000	600 000
Émission d'actions accréditatives pour une contrepartie en trésorerie	500 000	-	1 210 405
Solde à la fin de l'exercice	<u>29 201 776</u>	<u>27 005 110</u>	<u>26 425 698</u>

9 Bons de souscription

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des bons de souscriptions depuis le 1^{er} mars 2006 et résume l'information relative aux bons de souscription en circulation et exerçables au 28 février 2009 :

	Exercice terminé le 28 février 2009		Exercice terminé le 29 février 2008		Exercice terminé le 28 février 2007	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début	-	-	484 162	5,84	(2) 417 712	10,80
Octroyés	(1) 25 000	9,00	-	-	(3) 484 162	5,84
Exercés	-	-	(484 162)	5,84	(415 426)	10,80
Échus	-	-	-	-	(2 286)	10,80
En circulation et exerçables à la fin	<u>25 000</u>	<u>9,00</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>484 162</u>	<u>5,84</u>

(1) Ces 25 000 bons de souscription ont été octroyés en vertu d'un placement privé et expirent le 5 décembre 2009.

(2) En vertu de l'entente conclue avec Goldcorp Inc. (« Goldcorp »), 11 % du prix de levée de ces bons de souscription a été encaissé par la société et le solde a été remis à Goldcorp (voir note 14).

(3) Ces 484 162 bons de souscription à 5,84 \$ ont été octroyés en vertu d'un placement privé conclu avec Goldcorp.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

La juste valeur des bons de souscription octroyés a été estimée selon le modèle de Black & Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	Exercice terminé le 28 février 2009	Exercice terminé le 29 février 2008	Exercice terminé le 28 février 2007
Taux d'intérêt sans risque	2,78 %	-	4,11 %
Volatilité prévue	53 %	-	50 %
Taux de rendement des actions	Néant	-	Néant
Moyenne pondérée de la durée de vie prévue	18 mois	-	18 mois
Moyenne pondérée de la juste valeur des bons de souscription octroyés	1,079 \$	-	0,539 \$

10 Options d'achat d'actions, options d'achat d'unités et bons de souscription (unités)

a) Régime d'options d'achat d'actions

Le 24 mars 2006, la société a établi un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel des employés clés, dirigeants, administrateurs et fournisseurs de service peuvent se voir octroyer des options d'achat d'actions de la société. Le nombre d'options d'achat d'actions ne peut excéder, en aucun temps, 10% du nombre d'actions en circulation. Les options sont immédiatement libérées, à l'exception de 50 000 options octroyées à un dirigeant, lesquelles seront acquises d'ici le 16 décembre 2009 et sont exerçables sur une période de dix ans suivant la date d'octroi.

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des options d'achat d'actions depuis le 1^{er} mars 2006 et résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 28 février 2009 :

	Exercice terminé le 28 février 2009		Exercice terminé le 29 février 2008		Exercice terminé le 28 février 2007	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début	1 367 000	4,80	1 086 500	4,18	-	-
Octroyées	492 000	4,81	361 750	6,53	1 166 000	4,17
Exercées	(30 000)	4,11	(80 250)	4,39	(72 500)	3,93
Échues	(127 500)	4,87	(1 000)	6,30	(7 000)	4,20
En circulation à la fin	1 701 500	4,80	1 367 000	4,80	1 086 500	4,18
Exerçables à la fin	1 651 500	4,76	1 367 000	4,80	996 500	4,16

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Le tableau suivant résume l'information concernant les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 28 février 2009 :

Options en circulation				Options exerçables	
Échelle des prix de levée	Nombre	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
3,21 \$ à 4,44 \$	1 109 250	7,09	4,06	1 109 250	4,06
5,22 \$ à 7,08 \$	592 250	8,73	6,19	542 250	6,20

La juste valeur des options d'achat d'actions a été estimée selon le modèle de Black & Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	Exercice terminé le 28 février 2009	Exercice terminé le 29 février 2008	Exercice terminé le 28 février 2007
Taux d'intérêt sans risque	2,92 %	4,00 %	4,29 %
Volatilité prévue	56 %	53 %	63 %
Taux de rendement des actions	Néant	Néant	Néant
Moyenne pondérée de la durée de vie prévue	64 mois	72 mois	82 mois
Moyenne pondérée de la juste valeur des options octroyées	2,334 \$	3,524 \$	2,685 \$

b) Options d'achat d'unités

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des options d'achat d'unités depuis le 1^{er} mars 2006 et résume l'information relative aux options d'achat d'unités en circulation et exerçables au 28 février 2009 :

	Exercice terminé le 28 février 2009		Exercice terminé le 29 février 2008		Exercice terminé le 28 février 2007	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début	-	-	-	-	47 865	8,20
Exercées	-	-	-	-	(47 865)	8,20
En circulation et exerçables à la fin	-	-	-	-	-	-

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

c) Bons de souscription (unités)

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des bons de souscription (unités) depuis le 1^{er} mars 2006 et résume l'information relative aux bons de souscription (unités) en circulation et exerçables au 28 février 2009 :

	Exercice terminé le 28 février 2009		Exercice terminé le 29 février 2008		Exercice terminé le 28 février 2007	
	Nombre	Prix de levée moyen	Nombre	Prix de levée moyen	Nombre	Prix de levée moyen
		pondéré \$		pondéré \$		pondéré \$
En circulation au début	-	-	-	-	-	-
Suite à l'exercice						
d'options d'achat d'unités ⁽¹⁾	-	-	-	-	11 966	10,80
Exercées	-	-	-	-	(11 216)	10,80
Échus	-	-	-	-	(750)	10,80
En circulation et exerçables à la fin	-	-	-	-	-	-

(1) En vertu de l'entente conclue avec Goldcorp, 11 % du prix de levée de ces bons de souscription a été encaissé par la société et le solde a été remis à Goldcorp (voir note 14).

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

11 Flux de trésorerie

a) Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Crédits d'impôts à l'exploration minière et taxes à la consommation à recevoir	654 495	(573 934)	126 978
Autres sommes à recevoir	46 438	7 497	776 695
Charges payées d'avance	54 837	(31 549)	(11 072)
Comptes créditeurs et charges	(1 566 342)	(364 360)	2 391 081
	<u>(810 572)</u>	<u>(962 346)</u>	<u>3 283 682</u>

b) Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents liés aux activités de financement et d'investissement, et intérêts reçus

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Crédit de droits remboursable pour perte et crédit d'impôt remboursable à recevoir relatif aux frais d'exploration portés en diminution des biens miniers	5 184 327	6 060 655	8 537 062
Acquisition de biens miniers incluse dans les comptes créditeurs et charges	272 317	1 289 354	351 752
Options d'achat d'actions exercées et incluses dans le capital social	80 753	219 847	377 152
Bons de souscription exercés et inclus dans le capital social	-	261 114	443 675
Bons de souscription octroyés et inclus dans les frais d'émission	26 962	-	-
Bons de souscription (unités) octroyés et inclus dans le capital social	-	-	62 203
Bons de souscription (unités) exercés et inclus dans le capital social	-	-	58 302
Options d'achat d'unités exercées et incluses dans le capital social	-	-	101 178
Options d'achat d'actions échues et incluses dans le surplus d'apport	112 557	3 453	18 411
Frais d'émission d'actions découlant de la renonciation aux déductions fiscales inclus dans le capital social	1 135 530	-	-
Vente de biens miniers en contrepartie de placements temporaires	11 500	6 389 046	4 662 774
Acquisition d'un bien minier en contrepartie de l'émission d'actions	4 750 000	99 000	2 168 769
Biens miniers optionnés en contrepartie de placements temporaires	-	15 000	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges	-	99 913	-
Intérêts reçus	1 345 971	1 500 479	1 224 372

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

c) Trésorerie et équivalents

	Au 28 février 2009	Au 29 février 2008	Au 28 février 2007
	\$	\$	\$
Trésorerie	7 633 221	8 270 345	4 141 247
Équivalents	-	394 909	1 998 296
	<u>7 633 221</u>	<u>8 665 254</u>	<u>6 139 543</u>

12 Opérations entre parties apparentées

La société a effectué les opérations suivantes avec des sociétés détenues par des administrateurs :

	Exercice terminé le 28 février 2009	Exercice terminé le 29 février 2008	Exercice terminé le 28 février 2007
	\$	\$	\$
Dépenses capitalisées dans des biens miniers	-	818 373	362 357
Honoraires de gestion	-	300 000	182 144
Loyer, frais de bureau et autres	257 123	706 052	1 125 988
Frais d'exploration généraux	-	201 582	156 013
	<u>257 123</u>	<u>2 026 007</u>	<u>1 826 502</u>

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

13 Impôts futurs sur les bénéfices

Le rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculé selon le taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial du Québec, avec les impôts sur les bénéfices figurant dans les états financiers se détaille comme suit :

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Bénéfice (perte) avant impôts et l'activité abandonnée	(4 357 203)	(239 740)	218 642
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial de 30,90 % (31,92 % au 29 février 2008 et 33,69 % au 28 février 2007)	1 346 000	77 000	(74 000)
Crédit de droits remboursable pour perte non imposable	221 000	239 000	96 000
Rémunération à base d'actions non déductible	(304 000)	(417 000)	(1 109 000)
Frais d'émission d'actions sans incidence sur les résultats	103 000	-	8 000
Partie du gain en capital non imposable	46 000	333 000	16 000
Moins-value et pertes non réalisées non déductibles sur placements	(297 000)	(1 215 000)	-
Revenu non imposable	14 000	23 000	-
Variation des taux d'imposition promulgués	-	32 000	-
Actifs d'impôts futurs générés par le plan d'arrangement décrit à la note 14	-	-	5 478 000
Autre	44 153	66 986	(35 000)
Variation de la provision pour moins-value	(424 000)	715 000	(4 380 000)
Impôts futurs sur les bénéfices	749 153	(146 014)	-

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Les éléments importants d'actifs et de passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit :

	Au 28 février 2009	Au 29 février 2008	Au 28 février 2007
	\$	\$	\$
Actifs d'impôts futurs			
Placements temporaires	1 191 000	453 000	473 000
Biens miniers	1 538 000	1 938 000	3 899 000
Placements à long terme	404 000	384 000	-
Frais d'émission d'actions	75 000	4 000	6 000
Autres	1 000	6 000	2 000
	<u>3 209 000</u>	<u>2 785 000</u>	<u>4 380 000</u>
Provision pour moins-value	<u>(3 209 000)</u>	<u>(2 785 000)</u>	<u>(4 380 000)</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Au 28 février 2009, les crédits d'impôt à l'investissement non remboursables au fédéral et les crédits d'impôt non remboursables relatif aux ressources au provincial s'établissent comme suit :

Date d'échéance	Fédéral	Date d'échéance	Provincial
	\$		\$
2027	234 114	2017	249 391
2028	625 925	2018	545 564
2029	533 078		

Ces crédits pourront être utilisés jusqu'à concurrence de l'impôt payable pour ces années. Ces crédits ne sont pas comptabilisés parce que la société n'a pas l'assurance raisonnable que ces crédits seront matérialisés.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

14 Abandon d'une activité

Lors d'une réunion extraordinaire des actionnaires tenue le 24 mars 2006, une majorité des actionnaires de Mines d'Or Virginia Inc. (« Mines d'Or Virginia ») ont approuvé un plan d'arrangement (prenant effet le 31 mars 2006) impliquant Goldcorp, Mines d'Or Virginia et la société. La transaction a été conclue le 31 mars 2006.

Suite à ce plan d'arrangement, les événements suivants sont survenus :

Mines d'Or Virginia est devenue une filiale en propriété exclusive de Goldcorp, possédant la propriété Éléonore et assumant tous les passifs reliés à la propriété. Le nom Mines d'Or Virginia a été changé pour « Les Mines Opinaca Ltée » le 25 avril 2006.

Mines d'Or Virginia a transféré à la société les éléments d'actif non reliés à la propriété Éléonore à leur juste valeur marchande, en contrepartie de l'émission de 18 017 817 actions de la société et de la prise en charge par la société des éléments de passif non reliés à la propriété Éléonore, résultant ainsi en une augmentation du déficit de 15 974 110 \$, correspondant aux actifs nets de la propriété Éléonore et aux actifs d'impôts futurs de Mines d'Or Virginia. De plus, la société a assumé la continuité des opérations de Mines d'Or Virginia, sans la propriété Éléonore.

La société a acquis de Mines d'Or Virginia une redevance de production sur la propriété Éléonore, en contrepartie du paiement en trésorerie de 16 099 000 \$ et de l'émission de 400 actions de la société. La valeur attribuée à la redevance de production acquise par la société de Mines d'Or Virginia a été nulle, puisqu'il s'agit d'une transaction effectuée entre parties apparentées.

Mines d'Or Virginia a par la suite souscrit à 6 119 595 actions de la société pour une contrepartie en trésorerie de 16 099 000 \$.

La réduction du capital déclaré des actions de Mines d'Or Virginia a été payée en nature par la distribution des actions de la société à ses actionnaires. Chaque actionnaire de Mines d'Or Virginia a reçu 0,5 action de la société pour chaque action détenue dans Mines d'Or Virginia.

De plus, chacun des actionnaires de Mines d'Or Virginia a échangé ses actions à raison de 0,4 action de Goldcorp pour chaque action détenue dans Mines d'Or Virginia.

Les bons de souscription de Mines d'Or Virginia en circulation le 31 mars 2006 ont cessé d'être exerçables pour des actions de Mines d'Or Virginia. Chaque bon de souscription permettait à son détenteur de recevoir, lors de son exercice conformément aux modalités convenues, le nombre d'actions de Goldcorp et d'actions de la société que le détenteur aurait eu droit de recevoir dans le cadre du plan d'arrangement si, immédiatement avant l'heure de prise d'effet, ce détenteur avait été le détenteur inscrit du nombre d'actions de Mines d'Or Virginia auquel il aurait eu droit lors de l'exercice.

Ces opérations entre la société et Mines d'Or Virginia ont été comptabilisées à la valeur comptable puisqu'elles ont été effectuées entre parties apparentées.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

a) Résultats de l'activité abandonnée

	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Perte d'exploitation avant les impôts sur les bénéfices	(637 494)
Perte nette provenant de l'activité abandonnée	(637 494)

b) La trésorerie affectée à l'activité abandonnée s'établit comme suit :

	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	
Perte nette de l'activité abandonnée	(637 494)
Éléments sans incidence sur la trésorerie	
Frais reportés imputés à la dépense durant l'exercice	341 722
	<u>(295 772)</u>
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	
Sommes à recevoir	(688 989)
Comptes créditeurs et charges	(817 366)
	<u>(1 506 355)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	
Acquisition d'un bien minier	(472 189)
	<u>(472 189)</u>
Trésorerie utilisée pour l'activité abandonnée	<u>(2 274 316)</u>

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

15 Résultat par action

Pour les exercices terminés le 28 février 2009, le 29 février 2008 et le 28 février 2007, il n'y avait aucune différence entre la perte de base et diluée par action étant donné que l'effet dilutif des options d'achat d'actions, des bons de souscription et des options d'achat d'unités n'a pas été inclus lors du calcul, sans quoi l'effet aurait été anti-dilutif. Par conséquent, la perte diluée par action pour ces exercices a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$	Exercice terminé le 28 février 2007 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	27 753 181	26 610 238	25 724 742
Bons de souscription	-	33 232	-
Options d'achat d'actions	105 572	384 848	25 106
Options d'achat d'unités	-	-	55
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	<u>27 858 753</u>	<u>27 028 318</u>	<u>25 749 903</u>
Éléments exclus du calcul du résultat dilué par action puisque leur prix d'exercice était supérieur à la valeur à la cote moyenne des actions ordinaires			
Bons de souscription	25 000	-	484 162
Options d'achat d'actions	592 250	182 750	616 500

16 Gestion du capital

La société considère les éléments inclus dans les capitaux propres comme constituant son capital.

La société gère sa structure du capital et fait les ajustements sur celle-ci, selon les fonds disponibles pour la société, de façon à être en mesure de supporter l'acquisition et l'exploration des propriétés minières. La société opérant dans l'exploration minière, le conseil d'administration n'établit pas de critères de mesure sur le rendement du capital pour sa gestion, mais préfère se fier à l'expertise des dirigeants de la société pour maintenir le développement futur de l'entreprise.

De l'avis de la direction, le fonds de roulement au 28 février 2009 permettra de couvrir les dépenses courantes et les frais d'exploration pour les prochaines années.

Les propriétés minières dans lesquelles la société a un intérêt sont au stade de l'exploration. Puisque ses liquidités sont suffisantes, la société n'est pas dépendante du financement externe pour supporter ses activités. De plus, la société peut compter sur ses ententes avec des partenaires, le crédit d'impôt remboursable pour perte, le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources et son rendement sur les placements temporaires.

Mines Virginia Inc.

(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Le 5 juin 2008, la société a complété un placement privé de 4 500 000 \$ dont le produit a servi principalement à l'exploration du projet Coulon JV.

Le 11 décembre 2008, la société a acquis l'intérêt de 50 % que détenait Breakwater dans la propriété Coulon JV, en contrepartie de l'émission de 1 666 666 actions de la société en faveur de Breakwater.

Les autres transactions qui ont eu un effet sur les capitaux propres sont présentées à l'état des capitaux propres.

La société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital de la part d'organismes de réglementation ou à d'autres exigences externes.

17 Engagements

Le 18 août 2008, la société a signé un bail de location pour ses bureaux administratifs avec une société détenue par un administrateur. Le bail est d'une durée de cinq ans commençant le 1^{er} août 2008 et se terminant le 31 juillet 2013. Le coût annuel est de 99 200 \$ et sera sujet à une augmentation annuelle selon l'indice des prix à la consommation.

18 Chiffres comparatifs

Certains chiffres divulgués à des fins de comparaison dans les états financiers (principalement à l'état des résultats) ont été reclassés suivant la présentation des états financiers de l'exercice courant.

19 Évènements subséquents

Signature d'une convention de crédit en relation avec les PCAA

Le 16 mars 2009, la société a signé une convention de crédit avec son institution financière (la « Banque ») qui met à la disposition de la société un crédit rotatif d'un montant maximal de 1 487 278 \$ qui correspond à 75 % de la valeur nominale des billets reflet VAC 3 - actifs inadmissibles (« Billets restructurés AI ») reçus en échange du PCAA adossé à des actifs inadmissibles. En retour, la société a consenti une hypothèque et une sûreté de premier rang sur les Billets restructurés AI qui sont détenus dans un compte de titres assujetti aux sûretés de la Banque et maintenu à cette seule fin auprès d'une société de fiducie. Le terme initial de la convention de crédit est de deux ans à compter du 23 février 2009.

En vertu de la convention de crédit, la société aura l'option, à compter du 23 février 2011, de céder à la Banque la propriété des Billets restructurés AI en règlement du principal alors dû sur la marge crédit rotatif pour un montant maximal de 1 487 278 \$ peu importe la valeur marchande des Billets restructurés AI à la date de l'exercice de l'option.

La direction de la société estimera la juste valeur de cette option en utilisant un modèle d'établissement de prix d'options (Black & Scholes) avec des données observables dans la mesure du possible.

Au 16 mars 2009, la juste valeur de cette option a été estimée à 1 284 000 \$.

Cet actif financier sera classé comme étant détenu à des fins de transaction dans les états financiers de la société.

Signature d'une entente avec MacDonald Mines Exploration Ltd. (« MacDonald Mines »)

Le 6 mai 2009, la société a annoncé la signature d'une entente avec MacDonald Mines sur la propriété Assinica. En vertu de cette entente, MacDonald Mines a l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Assinica, en contrepartie de paiements totalisant 130 000 \$ et de dépenses d'exploration totalisant 2 500 000 \$ au cours des quatre prochaines années. La société sera l'opérateur des travaux.

(en dollars canadiens)

20 Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Les états financiers ont été préparés conformément aux PCGR du Canada qui, pour certains éléments se rapportant à la société, diffèrent des PCGR des États-Unis.

Les conventions énumérées ci-dessous identifient les principales différences de mesure entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

a) Biens miniers

En vertu des PCGR des États-Unis, les frais d'exploration reliés à des propriétés sans réserves minérales prouvées sont imputés aux résultats dans l'exercice en cours duquel ils sont engagés.

En vertu des PCGR du Canada, les frais d'exploration engagés sont capitalisés jusqu'à ce que la propriété minière soit vendue ou abandonnée.

b) Placements temporaires

En vertu des PCGR des États-Unis, les placements temporaires, tels que les obligations, les parts de fiducie et les actions de sociétés ouvertes seraient classés comme des titres destinés à la vente ou détenus à des fins de transaction pour les bons de souscription et les débentures convertibles. Par conséquent, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, et tout gain ou toute perte de détention non réalisé(e) à la date du bilan est inscrit(e) au poste *Autres éléments du résultat étendu*, déduction faite des impôts sur les bénéfices pour les titres destinés à la vente et au résultat net pour les titres détenus à des fins de transaction.

En vertu des PCGR du Canada, ces placements étaient évalués au moindre du coût amorti et de la valeur marchande avant le 1^{er} mars 2007. Depuis cette date, il n'existe aucune différence en matière de comptabilisation entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis.

c) Actions accréditives

La législation fiscale canadienne permet à une société d'émettre des actions accréditives lorsque cette dernière accepte d'engager des dépenses admissibles en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu et de renoncer aux déductions d'impôt s'y rattachant en faveur des investisseurs qui acquièrent ces actions.

En vertu des PCGR du Canada, lors de l'émission des actions accréditives, les fonds reçus sont inscrits à titre de capital social. Lorsque la renonciation aux dépenses admissibles a été effectuée, le capital social est réduit du montant des avantages fiscaux qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur des investisseurs.

En vertu des PCGR des États-Unis, la prime ou l'escompte rattaché(e) au cours des actions accréditives, le cas échéant, est comptabilisé(e) distinctement. Au moment où la société renonce aux dépenses admissibles, la prime ou l'escompte connexe est constaté(e) au moyen d'une reprise sur la provision d'impôts et le passif d'impôts futurs est ajusté du même montant par une charge aux résultats. De plus, selon les PCGR des États-Unis, les montants reçus de l'émission d'actions accréditives et qui n'ont pas été dépensés en frais d'exploration sont présentés distinctement à titre de fonds réservés à l'exploration. Les fonds réservés à l'exploration doivent être exclus de la trésorerie dans l'état des flux de trésorerie et présentés dans les activités d'investissement.

(en dollars canadiens)

d) Impôts futurs sur les bénéfices

En vertu des PCGR du Canada, le renversement d'une provision pour moins-value relié directement à la plus-value des placements disponibles à la vente est inscrit dans le résultat net alors que selon les PCGR des États-Unis, ce renversement est inscrit dans le résultat étendu.

Nouvelles conventions comptables

FASB Statement No. 161 intitulé : *Disclosure about Derivative Instruments and Hedging Activities – an Amendment of FASB Statement No. 133*

En mars 2008, le FASB a émis le SFAS No. 161, *Disclosure about Derivative Instruments and Hedging Activities – an Amendment of FASB Statement No. 133*. Selon cette norme, des informations plus détaillées devront être fournies au sujet des instruments dérivés et des éléments couverts, ainsi que de l'incidence de ceux-ci sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'entité. Les exigences de cette norme seront en vigueur pour la société à compter du 1^{er} mars 2009 et celle-ci évalue actuellement les répercussions qu'aura son adoption sur la divulgation par voie de note des instruments financiers.

FASB Statement No. 162 intitulé : *The Hierarchy of Generally Accepted Accounting Principles*

En mai 2008, le FASB a émis le SFAS No. 162, *The Hierarchy of Generally Accepted Accounting Principles* ("FAS 162"). Cette nouvelle norme vise à améliorer la divulgation d'information financière en établissant un cadre de référence uniforme, ou une hiérarchie, pour le choix des principes comptables à utiliser lors de la préparation des états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis des entités non gouvernementales. Pour ces entités, les règles contenues dans le SFAS 162 remplacent celles du *Statement of Auditing Standard (SAS) No. 69 The Meaning of Present Fairly in Conformity with Generally Accepted Accounting Principles* et seront en vigueur 60 jours après l'approbation par la SEC des amendements au *AU Section 411, The Meaning of Present Fairly in Conformity with Generally Accepted Accounting Principles*, effectués par le *Public Company Oversight Board*. La société évalue actuellement les répercussions qu'aura l'adoption de cet énoncé sur ses états financiers.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) conformément aux PCGR des États-Unis

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$ redressé	Exercice terminé le 28 février 2007 \$ redressé
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies selon les PCGR du Canada	(3 608 050)	(385 754)	218 642
Biens miniers (a)	(7 701 563)	(4 284 712)	(263 188)
Gains non réalisés sur les placements détenus à des fins de transaction (b)	-	-	1 591 330
Incidence fiscale des actions accréditatives (c)	374 470	-	-
Impôts futurs sur les bénéfices (d)	386 377	146 014	-
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	(10 548 766)	(4 524 452)	1 546 784
Perte nette provenant de l'activité abandonnée selon les PCGR des États-Unis	-	-	(637 494)
Bénéfice net (perte nette) selon les PCGR des États-Unis	(10 548 766)	(4 524 452)	909 290
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée par action provenant des activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	(0,380)	(0,170)	0,060
Perte nette de base et diluée par action provenant de l'activité abandonnée selon les PCGR des États-Unis	-	-	(0,025)
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée totale par action selon les PCGR des États-Unis	(0,380)	(0,170)	0,035

Changement dans les principales conventions comptables U.S. GAAP et redressement

Suite à une revue des états financiers de l'exercice 2008 effectué par la *Securities and Exchange Commission*, la société a effectué un changement de convention comptable de ses PCGR des États-Unis et a redressé ses états financiers pour se conformer à ce changement pour les exercices terminés le 29 février 2008 et le 28 février 2007.

Avant le 1^{er} juin 2004, la société comptabilisait aux résultats les coûts d'acquisition de biens miniers, les droits miniers et les frais d'exploration.

Conformément au EITF 04-02, *Whether Mineral Rights are Tangible or Intangible Assets and Related Issues*, la société a modifié sa convention comptable, rétroactivement au 1^{er} juin 2004, pour capitaliser les coûts d'acquisition de biens miniers et les droits miniers jusqu'à ce que la propriété minière soit vendue ou abandonnée. Si les biens miniers sont relatifs à des propriétés sans réserves minérales prouvées, la société n'amortit pas les coûts des biens miniers capitalisés, mais les évalue périodiquement aux fins de dépréciation.

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Le rapprochement conformément aux PCGR des États-Unis a été redressé pour tenir compte de la capitalisation des coûts liés à l'acquisition de propriétés minières et aux droits miniers auparavant comptabilisés aux résultats.

Les impacts des redressements sont les suivants :

	Solde déjà établi	Redressement	Solde redressé
	\$	\$	\$
Impact sur le solde d'ouverture au 1^{er} mars 2006			
Biens miniers	-	2 035 736	2 035 736
Capitaux propres	60 968 479	2 035 736	63 004 215
Exercice terminé le 28 février 2007			
Impact sur les résultats			
Biens miniers	(3 171 224)	2 908 036	(263 188)
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	(1 361 252)	2 908 036	1 546 784
Bénéfice net (perte nette)	(1 998 746)	2 908 036	909 290
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée par action lié(e) aux activités poursuivies	(0,053)	0,113	0,060
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée totale par action	(0,078)	0,113	0,035
Impact sur le bilan			
Biens miniers	-	4 943 772	4 943 772
Capitaux propres	51 444 578	4 943 772	56 388 350
Impact sur les flux de trésorerie			
Activités d'exploitation provenant des activités poursuivies	(195 673)	1 151 337	955 664
Activités d'investissement provenant des activités poursuivies	(7 996 187)	(1 151 337)	(9 147 524)
Exercice terminé le 29 février 2008			
Impact sur les résultats			
Biens miniers	(5 158 181)	873 469	(4 284 712)
Perte nette	(5 397 921)	873 469	(4 524 452)
Perte nette de base et diluée totale par action	(0,203)	0,033	(0,170)
Impact sur le bilan			
Biens miniers	-	5 817 241	5 817 241
Capitaux propres	49 683 753	5 817 241	55 500 994
Impact sur les flux de trésorerie			
Activités d'exploitation	(2 407 773)	774 469	(1 633 304)
Activités d'investissement	1 756 156	(774 469)	981 687

Mines Virginia Inc.
(société d'exploration)
Notes afférentes aux états financiers

(en dollars canadiens)

Rapprochement des capitaux propres en conformité avec les PCGR des États-Unis

	Au 28 février 2009 \$	Au 29 février 2008 \$ redressé
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	66 875 100	64 580 470
Biens miniers (a)	<u>(16 781 039)</u>	<u>(9 079 476)</u>
Capitaux propres selon les PCGR des États-Unis	<u>50 094 061</u>	<u>55 500 994</u>

États des flux de trésorerie selon les PCGR des États-Unis

	Exercice terminé le 28 février 2009 \$	Exercice terminé le 29 février 2008 \$ redressé	Exercice terminé le 28 février 2007 \$ redressé
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies	(9 557 752)	(1 633 304)	955 664
Flux de trésorerie liés à l'activité d'exploitation abandonnée	-	-	(1 802 127)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4 289 455	3 177 328	6 149 808
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies	4 236 264	981 687	(9 147 524)
Flux de trésorerie liés à l'activité d'investissement abandonnée	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(472 189)</u>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents	(1 032 033)	2 525 711	(4 316 368)
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	<u>8 665 254</u>	<u>6 139 543</u>	<u>10 455 911</u>
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	<u>7 633 221</u>	<u>8 665 254</u>	<u>6 139 543</u>

2009

ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS
ÉTATS FINANCIERS



Mines Virginia 200-116, rue Saint-Pierre
Québec (Québec)
Canada G1K 4A7
800 476-1853
418 694-9832
mines@virginia.qc.ca
www.virginia.qc.ca



Symbole du papier recyclé